

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 27 (1141) 26 juin 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

4 - 5

Qui risque de déchirer la FGTTB ?



INDEX

**Pensions de femmes :
gare au hold-up !**
40 ans de carrière :
bonne proposition FGTTB
..... P 5

**Demelenne : pourquoi
je démissionne**
Le PS est devenu
un parti conservateur
..... P 6

**Amertume
ou admiration ?**
Bilan de la lutte
des écoles
..... P 8 - 9

Elections en Russie
Le général Lebed :
joker de l'Otan
..... P 15

**Ce que le patron
de VW cache**
Document exclusif
..... P 20

**Notre premier
journal d'enfants**
Le p'tit Pionnier
(6-15 ans)
..... Supplément spécial



Champignons à l'américaine

Wies Hooyberghs, Robert Vaes

«Encore quatre ans et nous serons au 21ème siècle, avec toute sa technologie. Mais nous, à Gowa, nous sommes au temps de Germinal.» Les femmes de l'entreprise Gowa et de l'entreprise sous-traitante Prechamp, champignonnière de Heusden-Zolder (Limbourg), appartenant à la Nederlandse Suikerunie, sont en grève depuis le début avril.

Contre les salaires de misère, le contournement des lois sociales, les conditions inhumaines. Contre la flexibilité qui devient arbitraire. Sur ces entrefaites, le patron a fermé Gowa.

Comme au siècle passé !

Témoignages révoltants des ouvriers de Gowa et Prechamp

Où le gouvernement veut-il en venir avec son plan d'avenir de l'emploi et la flexibilité exacerbée ? On peut le déduire de ce que racontent ces ouvriers et ouvrières qui nous montrent, comme dans un miroir, l'image d'une société selon le modèle américain.

Boukris nous montre son carnet où sont notées les heures prestées la semaine précédant la grève : un jour, il a fini à 14 heures, un autre à 18 heures, tous les jours sont différents et les heures supplémentaires sont considérables. Mais elles ne sont pas payées comme heures supplémentaires.

Salim. Pour 247 francs l'heure, les hommes doivent faire toutes sortes de travail, retourner le fumier, manoeuvrer le clark, charger des camions, parfois entretenir des machines et intervenir dans la récolte des champignons. Un travail sale, ça pue terriblement, surtout en été. Et il n'y a pas de douches pour se laver. Pour manger, les hommes sont séparés des femmes. Dans notre réfectoire, il pleut à travers le toit et quand la chaudière se déclenche, tout le local s'emplit de suie.

Meriam. Pendant le travail, nous ne pouvons pas parler entre nous et nous ne pouvons pas boire. On ne peut le faire que pendant la pause, quand on peut prendre une pause...



Au piquet de Gowa : «Nous pouvons aussi montrer que nous résistons.»

Salim. Le patron prend aussi ses aises avec les lois sociales et la sécurité. Si quelqu'un a un accident de travail, on ne le déclare pas. Il est obligé de continuer à travailler. Celui qui est malade et reste à la maison risque

quand même d'être appelé pour travailler.

Récemment, un homme avait été opéré au bras. Ses points de suture n'étaient pas encore enlevés. Et pourtant, le médecin-contrôle lui a donné l'ordre de reprendre le travail. Quand on sait quel sale travail il faut faire ici...

Abas. Je travaille à Gowa, et je n'ai jamais gagné plus de 29.000 F par mois. Avec cette somme, je peux à peine payer les frais fixes pour ma famille : loyer, assurances, électricité et chauffage, les frais de déplacement vers mon travail. Les 9000 F de chômage de ma femme, c'est avec ça qu'on vit, qu'on doit manger et acheter des vêtements, ou réparer ou remplacer l'un ou l'autre appareil. Aller quelque part pendant le week-end ? Nous ne pouvons pas nous le permettre. Être malade, payer le médecin, le pharmacien, c'est déjà un problème, car j'ai besoin de cet argent pour mon essence, pour aller au travail.

Salim. Nous, les ouvriers de Prechamp et Gowa, ne sommes pas payés pour nos frais de déplacement. J'habite à 50 km de l'entreprise. Mais un contremaître

qui habite à quelques kilomètres de chez moi, lui, il a une voiture de la firme et son essence est remboursée. Il est belge et moi, marocain. Parfois, je travaille 18 heures par jour et je reçois un salaire mensuel de 33.000 F, heures supplémentaires comprises. Je suis séparé de ma femme et je dois payer une pension alimentaire. En fait, je devrais encore travailler en noir pendant le week-end pour avoir de l'argent pour manger.

Nous demandons leur numéro de téléphone à Salim et Abas. Sourires. «Vous pensez que nous avons les moyens d'avoir le téléphone ?»

Boukris et Aziza travaillent à Prechamp et Gowa. Leur salaire mensuel avoisine les 28.000 F. Ils ont reçu une lettre des contributions : ils doivent payer 29.000 F, tout un mois de salaire. Sevim est une femme seule. Elle doit aussi payer 30.000 F de contributions. **Selima.** Ma belle-mère habite en Turquie. Mes enfants ont maintenant 16 et 17 ans. Elles les a vus une fois, il y a huit ans. Aller en vacances chez leurs grands-pa-

rents ? Mes enfants ne peuvent qu'en rêver.

«Notre chaise grouille de bestioles»

Gina. La cueillette des champignons est un travail sale. Le sol, à base de fumier de cheval, n'est pas seulement le terreau des champignons, toutes sortes de bestioles y pullulent. Les ouvrières doivent porter un foulard sur la tête pour des raisons d'hygiène, mais quand nous allons manger à midi, nous n'avons ni le temps ni la possibilité de nous laver correctement. Quand nous nous levons après la pause, notre chaise grouille de bestioles.

Il y a quelques semaines, un écriteau était apposé dans le réfectoire des femmes : «Pour tout rendez-vous chez le médecin et le spécialiste, pour votre examen de permis de conduire; après 18 heures.»

Réaction cynique des femmes : «Et si nous mourons, devons-nous aussi attendre que les champignons soient cueillis ?»

Le sénateur SP Moens ne remarque pas la crise

Guy Moens, président des Mutuelles socialistes limbourgeoises, et sénateur du parti socialiste flamand écrit chaque semaine un papier dans le bulletin de la mutuelle. Il s'en prend de plus en plus violemment à ceux qui s'opposent aux mesures d'austérité. «Quand je vais chez le boucher, dit-il, je vois que les gens achètent toujours autant de steaks qu'il y a dix ans. Je ne remarque pas qu'il y a la crise dans notre pays...» Manifestement, le sénateur vit dans un autre monde que le nôtre. Il ferait mieux de faire la

file à la boucherie bon marché du magasin Aldi le jeudi, quand on offre un demi kilo de haché gratuit, à l'achat d'un kilo. Et il a intérêt à arriver tôt. Selima travaille à Gowa et a deux enfants. Elle raconte qu'elle cuit son pain elle-même depuis des années et qu'elle ne mange plus que du poulet. Elle a trouvé un de ses compatriotes qui vend le poulet à 60 F le kilo. «Mes enfants rouspètent, ils en ont marre du poulet, explique-t-elle. Mais je dois faire attention à ce que j'achète, avec ce salaire, je ne vais pas loin.»



Une petite pause après la réunion des grévistes.

Le patron et la Justice brisent la grève avec des astreintes

Le juge : un piquet, c'est 50.000 F par heure et par non-gréviste !

«Quand il faut faire venir l'inspection sociale dans notre entreprise, on ne voit venir personne ou bien ça dure des mois. Pour contrôler les patrons, on manque toujours de temps et de personnel. Mais pour prononcer des astreintes contre notre piquet et nous envoyer un huissier, c'est immédiat !» Les grévistes réagissent avec colère à cette justice de classe.

Si on se laisse toujours enlever l'arme de la grève, avec quoi nous défendrons-nous quand le gouvernement nous enverra ses plans de délabrement des salaires et de la Sécurité sociale ?

La FGTB n'a pas signé le contrat d'avenir du gouvernement. Une des sept conditions que ce syndicat posait était qu'on mette fin aux astreintes. Mais quelques jours plus tard, les grévistes de Gowa et Prechamp ont reçu, en deux jours, de deux juges différents du tribunal de première instance d'Hasselt, une même ordonnance : 50.000 F par personne au piquet pour chaque volontaire ou fournisseur retenu. Jamais encore on n'a exigé une somme si élevée.

«Ce juge est un raciste, sinon il n'aurait jamais exigé des sommes si élevées», disent les femmes de Gowa.

Comment repousser les astreintes ?

Jan Staal, secrétaire de la Centrale générale de la FGTB, qui suit la grève à Gowa et Prechamp : «A l'occasion des événements à Gowa, la discussion sur les astreintes a été relancée dans notre centrale. Dans ce sens, la grève de Gowa est d'une importance nationale. Nous devons donner à nos gens



L'huissier exécute l'ordre d'astreintes au piquet de Prechamp.

l'occasion d'aborder cette affaire au niveau national. Notre service juridique recherche quelles démarches légales peuvent être entreprises pour y mettre fin. Nous pouvons aussi utiliser l'affaire de Bewel à Hasselt, où le tribunal de première instance s'est déclaré incompétent. On ne peut pas accepter que, sur base d'une requête unilatérale, des tribunaux prononcent des arrêts dans des conflits sociaux comme à Gowa. On cherche aussi des contacts avec les politiciens pour analyser ce problème.»

Après les grèves récentes à Volkswagen, Arbemarle et Caterpillar, où des astreintes ont été prononcées, une idée claire s'est développée parmi les ouvriers : «S'ils imposent encore des astreintes, nous ne pouvons plus limiter la réaction à l'entreprise seule. C'est toute la région, tout le secteur, au besoin tout le contre-pouvoir syndical qu'il

faut mobiliser. Contre de telles attaques, il faut réagir beaucoup plus durement. Car l'attaque contre notre droit de grève n'est pas l'affaire d'une seule entreprise mais de l'ensemble de la classe ouvrière.»

Jamais au grand jamais les ouvriers ne doivent se soumettre aux arrêts de la justice de classe. Les médecins de Médecine pour le Peuple (PTB) comme Lieve Dehaes, ne se sont jamais soumis

à de tels jugements. Parce qu'ils exercent la médecine gratuite et choisissent de se mettre du côté du peuple, ils sont frappés d'emprisonnement et d'interdiction professionnelle. Pourtant ils ont continué à travailler et à mobiliser des milliers de patients et de sympathisants. De cette manière, ils ont fait reculer la justice. C'est seulement ainsi que Médecine pour le Peuple a pu être préservée depuis 25 ans !

Soirée de solidarité avec les grévistes de Gowa

Mercredi 3 juillet à 19 h, Café Ex-Mijnwerkers, Koolmijnlaan 344, 3550 Heusden-Zolder. Contre les conditions de travail désastreuses et la fermeture. Avec des

grévistes de Gowa, Prechamp, et des syndicalistes qui luttent contre la fermeture et les astreintes : Forges De Clabecq, mines du Limbourg, etc.

Dur combat pour la présence syndicale

Selima : «Avant octobre 1993, il n'y avait pas de présence syndicale à Gowa. A l'annonce du Plan global, nous voulions faire grève aussi, mais il n'y avait pas encore de syndicat dans notre entreprise ! Quelques femmes ont téléphoné à la FGTB.

C'est ainsi que la grève contre le Plan global a été la première grève dans notre entreprise. Finalement, nous avons pu montrer que nous pouvions aussi nous révolter. Mais le samedi, au lendemain de la grève, nous avons tous dû venir cueillir des champignons.»

«Au début, nous devions nous réunir en secret, par crainte d'être licenciés. Mais nous formions un noyau uni.

Le patron a continué à nous mettre des bâtons dans les roues. Il disait : "Un syndicat dans l'entreprise, ça conduira à la fermeture." Mais nous avons continué et, en trois ans, nous avons remporté quelques victoires : nous avons obtenu des gants en plastique et un endroit où nous laver les mains. Et le toit du réfectoire a été réparé. Mais les grands problèmes sont restés : les salaires beaucoup trop bas, la pointeuse qui nous vole à chaque pointage deux minutes de notre salaire, le traitement inhumain. Nous sommes aussi des personnes, pas des esclaves.»

Absence de droits et exploitation : indissociables

A Gowa travaillent surtout des femmes immigrées. Les ouvrières belges sont une petite minorité. La plupart des femmes parlent turc ou arabe mais, même dans le réfectoire, ces langues sont interdites. Il faut parler néerlandais ou se taire !

Beaucoup de ces femmes n'ont pas droit aux allocations de chômage. Elles gagnent le seul revenu de leur famille ou vivent seules. Elles ont besoin de cet argent. Le patron en abuse pour enfreindre les lois sociales. Les heures supplémentaires ne sont pas payées comme telles, les frais de déplacement ne sont pas payés, le salaire minimum n'est pas appliqué...

L'absence de droits de ces ouvrières immigrées fait de ces petites entreprises des laboratoires du délabrement social. Jusqu'où peuvent-elles aller... C'est pourquoi la réalisation de l'égalité des droits politiques et sociaux pour tous les immigrés — la revendication d'Objectif — est absolument nécessaire.

A la manif des profs francophones

Une délégation des grévistes de Gowa était présente à la manifestation des enseignants à Liège, le vendredi 31 mai. Ils avaient mis sur papier une motion qu'ils ont distribuée parmi les manifestants et dans laquelle ils demandaient la solidarité avec leur lutte.

Les métallos des Forges de Clabecq, qui avaient pris place derrière eux, ont directement voulu savoir ce qui se passait. «Un patron avec un fusil de chasse au piquet ? Ca c'est vraiment passé ? Quand quelque chose de ce genre se produit, prévenez-nous, nous viendrons. Une telle chose, c'est inadmissible.»

Échange de numéros de téléphone et de fax. Les femmes ont reçu de nombreux encouragements pour leur lutte. Pour ces grévistes, ce fut aussi le premier contact avec la gendarmerie, ses chevaux et ses canons à eau : un cours pratique sur le rôle de l'Etat et de ses forces de répression.

EDITORIAL

FGTB : gare au nationalisme !

Jo Cottenier

Les pouvoirs spéciaux servent à frapper durement pendant que les syndicats sont démobilisés par les vacances. Mais démobilisation ne veut pas dire que tout le monde est au repos. Une concertation intense, pas toujours officielle, se mène entre partis gouvernementaux et directions syndicales sur les réformes à venir. La fraction la plus à droite dans les deux directions syndicales s'accroche à tout prix à cette concertation. Pour elle, le syndicat est une courroie de transmission qui fait passer la politique du PS-PSC parmi les masses. La participation aux décisions est présentée comme le seul moyen de limiter la casse. Pour eux, il n'y a pas d'alternative et la mobilisation des masses est impensable. La lutte de classe, connais pas (ou plus) !

Une première faille dans ce tableau s'est manifestée lors du Contrat d'Avenir. La majorité des centrales et des régions, au Nord comme au Sud, à la CSC comme à la FGTB a tranché : «Ce n'est pas à nous de fixer une norme salariale, de pousser la flexibilité à son comble et d'applaudir les emplois précaires.» Une manipulation des votes a permis de dégager de justesse une majorité de "oui" à la CSC. La FGTB a voté massivement "non". Les plus fervents défenseurs de la politique du PS, représentés par Mia De Vits à la tête de la FGTB, ne se sont pas pliés à cet avis unanime. De Vits a créé un conflit communautaire, en parlant dans le *Standaard*, quotidien du CVP, de «l'attitude stérile de l'aile wallonne, qui dit non à tout». Depuis, la bête nationaliste fait rage à la FGTB. La contradiction Nord/Sud est mise en avant pour créer un appui aux thèses de droite. Cela s'est confirmé d'une manière éclatante par les divergences sur les pensions. Les "réalistes" veulent sacrifier la Sécurité sociale sur l'autel de la compétitivité et de Maastricht. Mia De Vits cherche des renforts pour ce point de vue en mobilisant le cadre flamand de la FGTB contre «l'arrogance de l'Interrégionale wallonne». Elle brandit la menace de la scission pour faire capituler les forces les plus combattives. Mais ainsi elle encourage les forces nationalistes flamandes qui mènent une agitation contre «la Wallonie gaspilleuse». Les propos de Vanneste, secrétaire du textile, en témoignent. Le jeu de De Vits donne prétexte aux forces qui poussent à la scission. Le résultat en serait catastrophique, également pour les travailleurs flamands. Car la division nationaliste ne sert qu'à mieux sabrer dans les acquis sociaux, au Nord comme au Sud. L'enseignement en livre la preuve évidente.

Les syndicalistes qui défendent radicalement les travailleurs s'efforceront aussi de développer la solidarité nationale. La base de l'unité ne peut être qu'un programme anticapitaliste et une fidélité à la lutte de classe. Il faut le prouver dès le mois d'août.

«Le PS ne nous fera pas taire...»

La révolte contre le PS s'étend au sein de la FGTB

Le Comité National de la FGTB du 18 juin devait refaire l'unité... mais il a tourné au vinaigre. Les contradictions se concentrent pour l'instant sur le dossier des pensions. Négocier le recul que prévoit le gouvernement ou mobiliser pour la défense et l'amélioration des pensions. Un choix simple, mais symbolique.

Jo Cottenier

Rappelez-vous la fameuse rencontre PS/SP-FGTB du 20 décembre 1995 sur la Sécurité sociale. La "famille socialiste" partait unifiée au combat pour la défense de la Sécurité sociale. Mais avant même que la première mesure soit prise, la belle harmonie a éclaté en une fameuse cacophonie.

De plus en plus de syndicalistes réalisent que la prétendue "modernisation" que prépare le gouvernement n'est autre qu'une opération budgétaire qui menace gravement les acquis sociaux. Le ministre des pensions Colla a ressorti l'ancien plan Willockx (tous deux SP), qui vise à raboter sérieusement les pensions et qui ouvre largement les portes à la privatisation. Le premier débat concerne l'égalisation du calcul de la pension pour hommes et femmes. Le gouvernement veut glisser vers un calcul en 45èmes pour les femmes (au lieu de 40èmes), ce qui représente une perte sèche de 11 % pour les futures pensionnées et rapporterait 70 milliards à l'Etat vers l'an 2.020 (voir ci-contre).

PS et SP ne risquent pas d'entamer cette attaque sans un minimum de "couverture" syndicale. Tobbac et Busquin comptent donc sur la "concertation" pour enfermer les directions syndicales dans un carcan librement accepté. C'est ce qu'ils ont déjà essayé avec le Contrat d'avenir, mais ils n'avaient pas prévu la révolte de la base et des cadres intermédiaires. Dans les régions et les centrales, l'opposition était grande et la réponse fut finalement "non". Pour une matière aussi délicate que les pensions, les partis socialistes ne veulent pas risquer un deuxième rejet. Ils mettent le paquet pour que les directions syndicales se brûlent dans la concertation des sacrifices. Voilà la seule et unique raison des tensions de plus en plus



«Le temps de la discussion est révolu. Le monde du travail n'a jamais rien obtenu qu'en se battant. On ne peut pas se taire devant les pouvoirs spéciaux», déclare André Mordant (CGSP), rejoint par de nombreux militants.

fortes à l'intérieur de la FGTB. Ce sont les partis socialistes qui poussent à la trahison.

Dehaene-Di Rupo copie conforme de Martens-Gol

Le gouvernement fait semblant de jouer la concertation. Mais concertation et pouvoirs spéciaux, n'est ce pas l'eau et le feu ? André Beauvois de la CGSP-Liège : «Si nous nous sommes battus en 1983 pour refuser les pouvoirs spéciaux, ce n'est pas pour les accepter aujourd'hui. D'autant que le gouvernement n'y a pas vraiment recours pour mettre le parlement hors du coup. C'est bel et bien pour mettre la rue, les organisations syndicales et l'opinion publique hors-jeu !» (1) La concertation n'est qu'un piège pour impliquer les directions nationales dans les attaques et les empêcher de mobiliser.

Si la concertation égale la trahison, il vaut mieux l'abandonner de suite. Un syndicat qui ne définit plus sa position en partant des besoins des travailleurs, mais en partant de ce que le gouvernement veut faire passer, n'est plus un syndicat. C'est ce que pensent de plus en plus de responsables. «Le rôle du syndicalisme est de prendre en compte les préoccupations, les mécontentements et les inquiétudes de la population. C'est pour cela que nous existons, c'est pour cela que les travailleurs nous font confiance», disait Jacques Fontaine au Congrès national des Métallos FGTB. (2) «Si la concertation consiste à approuver les demandes du patronat, on peut s'en passer», dit Albert Faust, président de la FGTB bruxelloise. (3) Et d'ajouter : «Le syndicat n'a pas pour mission

historique de co-rédiger une norme salariale. Nous avons annoncé notre volonté de nous battre si on nous imposait un autre Plan Global. Voici que le Plan Global bis est arrivé.» L'abandon de la concertation, pour le retour à la lutte, au rapport de force, c'est aussi l'avis de beaucoup de responsables des services publics. André Mordant, secrétaire CGSP de la FGTB-wallonne : «Le temps de la discussion est révolu. Le monde du travail n'a jamais rien obtenu qu'en se battant. On ne peut pas se taire devant les pouvoirs spéciaux. Si la FGTB se bat pour les pensions du privé, la CGSP sera à ses côtés. C'est ça la solidarité.» (4)

Mia De Vits copie conforme de Jef Houthuys ?

Ce vaste courant pour un retour aux principes de base du syndicalisme bute sur la résistance farouche de certains. Si le gouvernement s'inspire de Martens-Gol, certains dirigeants syndicaux semblent s'inspirer de Jef Houthuys. C'est en cachette, à Poupehan, que l'ancien dirigeant de la CSC, Houthuys, fomenta ses complots avec le gouvernement, tout en menant un discours pour la "responsabilité" dans son syndicat. Depuis des mois, c'est Mia De Vits qui mène ce même discours à la FGTB. Son discours joue le thème du "syndicalisme responsable", du "syndicalisme du possible".

Que ce soit pour le Contrat d'avenir ou pour les pensions, elle plaide la participation contre la mobilisation. «Si nous nous montrons intransigeants, le gouvernement décidera seul, menace-t-elle. Le plus grand danger qui menace le syndicat

serait de ne pas participer aux décisions.» Il faudrait donc s'adapter à ce qui est réaliste. Pratiquement, il faudrait laisser passer le calcul en 45èmes tout en exigeant des "corrections sociales" et si nécessaire, une étape intermédiaire, les 43èmes.

Unité sur quelle base ?

Le président Michel Nollet, qui n'a d'autre souci pour l'instant que de conserver l'unité de son organisation, se laisse constamment pousser vers la droite par Mia De Vits.

C'est le sens de sa proposition de compromis soumise au Comité National du 18 juin : un calcul en 43èmes. Ainsi, il ne sauve rien. Car il se prive de la seule force qui pourrait resoudre l'unité : la combativité de la base. Elle seule pourrait renforcer l'unité autour d'une alternative qui s'attaque au capital et aux riches et ainsi imposer le silence à ceux qui s'efforcent de faire passer la politique gouvernementale.

Une véritable unité est impossible sans rompre avec la politique du SP-PS. C'est le sens de cette intervention de Anne-Marie Appelmans lors du meeting de la FGTB bruxelloise : «Le président du PS annonce qu'il faut mettre à contribution les salariés moyens pour aider les plus faibles. C'est la politique généralisée du nivellement par le bas. Que le PS s'attaque aux riches, rien qu'aux riches et qu'il nous lâche les baskets. Le PS ne nous fera pas taire...» (5)

1. La Wallonie, 18 juin 1996. 2. Syndicats, 14 juin 1996. 3. Le Soir, 18 juin 1996. 4. Syndicats, 14 juin 1996. 5. Le Soir, 18 juin 1996.

Gare au hold-up sur les pensions des femmes

Excellente proposition de la FGTB : 40 ans de carrière pour tous

La FGTB wallonne et d'autres structures de la FGTB veulent réaliser l'égalité entre hommes et femmes en attribuant la pension complète aux deux sexes après 40 années de travail. Une véritable campagne de diffamation s'est déclenchée contre les syndicalistes qui ont lancé cette proposition.

René Witteveen

Le rédacteur du *Morgen*, Yves Desmet, taxe la proposition de "simplisme gauchiste", "idiote" et "hors de prix". Les "idiots", ce sont pourtant ceux qui veulent rehausser l'âge de la pension pour les femmes. Cette campagne s'inscrit totalement dans le petit jeu du gouvernement. La FGTB wallonne a démontré avec une série de chiffres et données qu'il n'est pas réaliste de maintenir la durée actuelle de carrière pour les hommes et socialement irresponsable de rallonger la carrière des femmes nécessaire à la pension (1). Une pension complète pour les deux sexes après 40 années de travail est une revendication correcte et totalement supportable.

Les hommes doivent aujourd'hui travailler 45 années pour mériter une pension légale complète, les femmes 40. Ce n'est pas évident. Les hommes ont une carrière moyenne d'environ 30 années, et les femmes de 28 années. La moitié des hommes réalisent une carrière complète, contre seulement 16 % des femmes. Comment l'expliquer ? Par le fait que les gens vont plus longtemps à l'école et sont plus rapidement mis au rancart en fin de carrière. Et aussi qu'une série d'années sont perdues pour les femmes durant la période d'éducation des enfants.

Pension après 45 ans pour les femmes : totalement injustifié

Les femmes peuvent théoriquement, du fait d'une pension calculée en quarantièmes, atteindre un maximum de pension de 62.900 F. Les hommes ne peuvent atteindre que 58.700 F : leur carrière est calculée en quarante-cinquièmes. Mais ces chiffres ne rendent absolument pas compte des réalités, encore une fois. Pratiquement aucune femme ne parvient à atteindre le maximum de pension. La pension dépend du salaire perçu. Le salaire moyen des femmes n'atteint que 65 % de celui des hommes. En 1994, 2 % des femmes pensionnées percevaient une pension de 40.000 à 50.000 F. Presque aucune ne dépassait les 50.000 F.

Les hommes ne sont guère mieux lotis : seuls 4 % d'entre eux avaient une pension de plus de 50.000 F. 80 % des femmes et 60 % des hommes reçoivent une pension de moins de 30.000 F. 43 % de femmes et 32 % d'hom-

mes ne touchent même pas 20.000 F.

On peut donc comprendre que la pension des femmes, malgré un coefficient de carrière plus avantageux et un plus haut plafond théorique, soit en moyenne de 30 % plus basse que celles des hommes. Mais les chiffres montrent aussi qu'une pension complète après 45 ans pour les hommes est une utopie. Il est par conséquent irréaliste de conserver le calcul actuel basé sur 45 années.

Et il est tout à fait injustifié de n'octroyer aux femmes une pension complète que sur 45 années au lieu de 40. Cela revient à un hold-up de 11 % sur leurs pensions déjà très basses. En outre, il faudrait les maintenir cinq années de plus au chômage, en prépension ou en invalidité. Dans la classe d'âge de 55 à 59 ans, il y a seulement 17 % des femmes au travail contre 59 % des hommes (chiffres de 91).

La conclusion est aussi que l'égalité ne peut être atteinte qu'en octroyant pour les deux sexes une pension complète après une carrière de 40 années avec des mesures complémentaires pour celles et ceux qui ont perdu des années de carrière pour l'éducation des enfants (et ce sont principalement des femmes).

Selon le gouvernement, une pension complète après 40 années pour hommes et femmes n'est pas budgétairement acceptable. Le coût s'éleverait à 32,8 milliards ou 4 % du PIB en 2030 (le PIB, produit national brut, est la valeur de toute la richesse produite en une année). Est-ce vraiment non supportable ?

Une pension complète après 40 années pour hommes et femmes est supportable

Selon le Bureau du Plan, les pensions des salariés passeraient aussi bien sans ces mesures de 5,6 % du PIB en 1991 à entre 9,3 et 9,7 % en 2034, soit une augmentation de 4,1 %. Cela est à attribuer au vieillissement de la population et au fait que plus de femmes que dans le passé ont acquis en travaillant le droit à une pension. Les charges totales de la Sécurité sociale passeraient de 19,1 % du PIB en 1991 à entre 21,8 et 22,8 en 2034 ou une augmentation maximale de 3,7 % du PIB (2). La moindre augmentation s'explique par de moindres dépenses dans d'autres secteurs de la Sécurité



«Après 40 ans de travail, le droit à une pension complète», réclame ce manifestant, il y a quelques années déjà. Voilà comment doit se concevoir l'égalité entre hommes et femmes !

sociale, comme les allocations familiales et le chômage.

Le calcul en quarante-cinquièmes plutôt qu'en quarantièmes n'entraîne pour la Sécurité sociale qu'une économie de 0,50 % en 2030 (3), bien insuffisante pour couvrir l'augmentation des charges. On claironne pourtant que cette économie est obligatoire. En revanche, une charge supplémentaire de 0,4 % du PIB pour une mesure socialement nécessaire est jugée insensée. Pour nous, voilà bien le simplisme.

On oublie que pendant ce temps la richesse produite augmente. Il serait scandaleux d'abandonner de voler ceux qui ont contribué à obtenir cette richesse. Et le gouvernement prétend que la disparition de la dette publique libérera justement des moyens pour pouvoir payer les pensionnés dans l'avenir. En voilà une façon de mettre ceux qui vont justement être lésés dans une position intenable. La seule raison pour laquelle Dehaene et consorts déclarent insensée la

proposition de la FGTB wallonne est qu'ils ne veulent pas toucher au capital, au patronat, à ses profits et sa fortune. Une raison de plus pour adopter le programme fiscal du PTB, qui reprend 500

milliards de francs par an aux riches.

1. FGTB Wallonne - CEPAG, 17 juin 1996. 2. Vlaams Economisch Kongres, M.J. Festjens, p.291. 3. Ibidem, p. 323.

De quoi dépend le montant de la pension ?

La pension est déterminée par trois facteurs :

- La carrière réalisée, le nombre d'années de travail. Le chômage, la prépension, l'invalidité constituent des périodes assimilées. Une carrière plus longue signifie une meilleure pension. Le maximum est de 40 années pour les femmes et 45 pour les hommes.
- La rémunération annuelle durant la carrière. Ici interviennent des adaptations (revalorisations) qui sont plus élevées

en fonction de l'éloignement des années. Pour les périodes assimilées, on prend un salaire fictif. Le gouvernement prévoit des économies tant sur les adaptations que sur les salaires fictifs.

- La situation familiale : paiement à 60 % pour un isolé et à 75 % pour un ménage. En résumé, on peut dire que la pension annuelle représente 60 % ou 75 % du total des rémunérations annuelles de la carrière divisée par 40 ou 45.

Claude Demelenne explique sa démission du Parti Socialiste

«Les militants sincères perdent leur temps dans ce parti conservateur»

«De nombreux électeurs socialistes se sentent trahis. Je ne me sens plus chez moi dans ce PS-là.» En ces termes, l'écrivain Claude Demelenne a donné sa démission du PS, dans une lettre ouverte au président Philippe Busquin. Solidaire l'a rencontré.

Kris Merckx

Claude Demelenne, 38 ans, est journaliste de formation. Il a publié un livre sur Guy Spitaels et, avec Bénédicte Vaes, rédactrice du *Soir*, un autre sur José Happart. (1) De 1988 à 1990, il a travaillé au cabinet du ministre Philippe Moureaux. Aujourd'hui, il est administrateur du mouvement bilingue "Socialistes Progressistes Belges", qui oeuvre au sein du PS, du SP et de la FGVB à l'entente et la solidarité entre socialistes francophones et flamands et pour un fédéralisme d'union. Dans plusieurs tribunes — souvent pointues — dans les journaux, Claude Demelenne s'était fait, ces derniers mois, l'interprète des critiques de la gauche au sein du PS. Mais, début mai, il a choisi de démissionner du PS.

Comment en êtes-vous arrivé à cette rupture ?

Claude Demelenne. Ma première rupture a eu lieu, lors de la crise de la vente des armes en 1991. Je me rappelle un spot de la télévision où l'on voyait Guy Spitaels, faisant campagne électorale à la FN : «Nous, socialistes wallons, défendons l'emploi en Wallonie !» C'était le début d'un virage nationaliste, wallingant, du PS. Parce qu'il n'a plus grand chose à proposer au plan socio-économique, le PS dresse un écran de fumée. La gauche, en panne d'idées, cherche un mythe de substitution : le nationalisme. C'est le nouvel opium du peuple. Le grand échec de la gauche est d'avoir abandonné cette valeur essentielle qu'est l'internationalisme. Le "fédéralisme radical" des dirigeants du PS n'a servi qu'à renforcer leur propre pouvoir. Pour les services publics et l'enseignement, c'est devenu un drame : par la tactique du saucissonnage, on les démolit à tour de rôle, à la communauté française et flamande.

"Wallons d'abord" mène à "Immigrés dehors"

Pensez-vous qu'il soit encore possible de supprimer toutes ces réformes d'Etat fédéralistes nuisibles ?

Claude Demelenne. Non. Je ne crois pas qu'on peut encore faire marche arrière. Il s'agit de défendre le statu quo et d'éviter la séparation. D'en finir avec ce nonsens qui amène certains Flamands à pointer du doigt "les Wallons paresseux". Ou un José Happart à dire : «C'est toujours la même

chose avec les Flamands. Quand vous en prenez un, c'est un brave type. Deux, cela va encore. A partir de trois, cela devient difficile. Et lorsqu'ils sont dix, vous pouvez toujours essayer de faire quelque chose avec eux.» (2)

Le député européen du PS, Claude Desama, avait averti Happart que son slogan "Wallons d'abord" était dangereux et pouvait être détourné en "Immigrés dehors". En 1994, aux élections européennes, je sors à Liège et je vois au loin un coq wallon avec "Wallons d'abord". Je me dis : «Voilà, la nouvelle affiche du PS». Mais, c'était celle du groupe d'extrême droite "AGIR", avec en-dessous : immigrés dehors !

Ces derniers temps, vous avez formulé de plus en plus de critiques au PS sur le plan socio-économique.

Claude Demelenne. Oui, c'était ma deuxième rupture. Le PS n'est plus un parti social-démocrate, même plus un parti réformiste tout court. D'où ma proposition, sous forme de boutade, que le Parti Socialiste change son nom en "parti social-libéral", ou encore, "parti libéral-social". (3) Le "social", il pourrait même le laisser tomber, parce qu'il n'y a plus grand-chose. Tous les partis traditionnels sont devenus interchangeables : c'est le règne de la pensée unique. La plupart des dirigeants socialistes sont très satisfaits de la société telle qu'elle existe aujourd'hui. Ils sont au pouvoir partout : au fédéral, dans les Régions, à la Communauté, dans les communes, les provinces, les intercommunales... Ils ont complètement abandonné l'ambition de changer — même en marge — la société. Nous assistons à l'enterrement de la social-démocratie. Elle a cessé d'exister comme mouvement de transformation de la société. Non que je croie qu'elle ait joué un rôle historique vraiment moteur : les grandes conquêtes sociales ont été obtenues par l'action sur le terrain, ou par crainte que les travailleurs socialistes basculent dans le communisme comme après la Deuxième Guerre mondiale. Mais jusque dans les années 80, la social-démocratie relayait quand-même encore certaines revendications syndicales dans les enceintes parlementaires. Ce relais ne fonctionne plus du tout. Mais je dois me corriger sur un point. A la limite, la social-démocratie existe encore bien comme mouvement de transformation de la société : pour la transformer dans... un sens libéral ! Voyez les privatisations, la réduction des cotisations patrona-



L'écrivain Claude Demelenne : «Le Parti Socialiste ferait mieux de changer son nom en "parti social-libéral". Ou encore, parti "libéral-social".»

les... : le PS marche en plein dans la pensée unique. Avec la gauche au pouvoir, les travailleurs des services publics, les enseignants et les chômeurs — je pense aux exclusions — n'ont certes pas gagné au change après Martens-Gol. Pour les réfugiés politiques, c'est encore pire.

La loi Vande Lanotte est honteuse

La loi Vande Lanotte a été pour vous la goutte qui a fait déborder le vase.

Claude Demelenne. Cette loi honteuse constitue ma troisième rupture avec le PS. C'est une loi Pasqua "à la belge", bien plus répressive que la loi Gol. Elle organise la chasse aux réfugiés et autorise l'enfermement systématique et illimité d'hommes, de femmes et d'enfants qui n'ont commis aucun délit. Elle cadenasse les frontières de notre riche Europe. Et d'entendre encore Vande Lanotte chanter l'Internationale au premier mai avec Di Rupo ! Les dirigeants socialistes ont les mêmes idées, font la même politique, portent le même costume, fument les mêmes cigares que les autres, mais de temps en temps ils vont chanter l'Internationale !

Quelle est la situation des gens de gauche au PS ?

Claude Demelenne. Ils sont déçus et désabusés. Souvent, ils ne viennent même plus aux réunions. Il ne faut pas attendre qu'un jeune parlementaire PS ose ouvrir la bouche, sinon il peut oublier son plan de carrière. Et ce sont presque

grand parti conservateur. Les militants sincères, qui restent au PS, perdent leur temps.

En 1985, vous souteniez "l'orientation réal-moderniste" de Spitaels et son rejet de la notion de la lutte de classe. Vous avez bien évolué.

Claude Demelenne. Oui. A l'époque, je trouvais insupportable le double langage du PS : très à gauche quand il était dans l'opposition, mais tout à fait le contraire une fois revenu au pouvoir. Je préférerais le discours socialiste-réformiste de Spitaels qui ne faisait pas des promesses exagérées. Mais j'ai été trompé. Les dirigeants du PS n'ont pas "rénové" le socialisme, ils l'ont transformé en social-libéralisme. En ce qui concerne la lutte de classes, j'ai évolué aussi : bien sûr, elle existe toujours. Guy Spitaels vient d'ailleurs d'avouer que le PS n'a jamais été aussi mal au point. Selon lui, «une politique de gauche est sans issue». Son seul espoir, c'est l'Europe des normes de Maastricht, la monnaie unique. (4) Mais, les socialistes ont été très présents dans cette Europe, avec Delors comme président, avec quatorze années de Mitterrandisme. Et ils exercent toujours des responsabilités dans dix des quinze pays. Pourquoi est-on alors arrivé à l'Europe ultra-libérale qu'on connaît ?

1. "Le socialisme du possible - Guy Spitaels : Changer la gauche ?", éd. Labor, 1985. Le cas Happart. La tentation nationaliste", éd. Luc Pire, 1995. 2. Le cas Happart, p.180. 3. *Matin Première*, RTBF-radio, 11 juin 1996. 4. *La Libre Belgique*, 31 mai 1996.

Mon opinion sur le discours de Ludo Martens

Nous demandons à des amis de gauche, dans ou en dehors du PS, leur avis sur le texte du discours du 1er mai du président du PTB, Ludo Martens, consacré au bilan du PS. Claude Demelenne l'a lu entièrement.

Claude Demelenne. J'ai même souligné avec quoi j'étais d'accord : la responsabilité du PS pour les privatisations, la régression sociale... Aussi tout ce que les socialistes font sur le plan répressif. Pour les étudiants et les lycéens, le PS, c'est d'abord les flics de Dehousse. Dans l'alternative budgétaire du PTB — aller chercher 500 milliards par an chez les riches —, rien ne me choque. Mais je doute de la possibilité d'imposer des mesures très dures dans un seul pays. La gauche doit retourner à l'action internationale. J'ai apprécié Albert Faust, qui a dit au mee-

ting de la FGVB-Bruxelles : «La FGVB aurait dû être présente à la manifestation en Allemagne.»

Et votre opinion sur la conclusion que le socialisme ne peut qu'être réalisé avec un programme et un parti marxiste révolutionnaire ?

Claude Demelenne. Je n'adhère pas aux concepts marxistes de la dictature du prolétariat, la notion de libertés formelles. Je crois que l'Union soviétique avait aussi trahi les idéaux socialistes.

Après quoi j'ai, bien sûr, suggéré à mon interlocuteur de lire le livre "De Tiananmen à Timisoara" pour connaître les positions marxistes sur la liberté et la démocratie et "Un autre regard sur Staline" sur l'histoire de l'URSS. (KM)

Le patron n'en a jamais assez !

Les travailleurs de Caterpillar Gosselies ne cèdent pas

Après dix demi-jours de grève et de guérilla, le front commun syndical, ouvriers et employés, est descendu dans les rues de Gosselies. Plus de 1.500 à manifester leur opposition totale au plan de la direction (1,8 milliard d'économies en cinq ans). Présence remarquée de délégations Clabecq et VW.

Arthur Stilmant

La direction veut réduire le coût salarial de 360 millions : suppression de la prime d'ancienneté, du complément au chômage, récupération de six jours de réduction de temps de travail et diminution de 12 % des salaires d'embauche. De plus, «fournisseurs, sous-traitants et entreprises de service seront mis sous pression», informe un tract du front commun. «Le directeur McKie veut économiser 540 millions sur les achats et 360 millions sur les services (Restaura, Cemstobel, Cédiwall, Génie Lift...). Les patrons des petites entreprises imposeront à leur travailleurs des baisses de salaires et/ou des pertes d'emplois».

Les calicots exprimaient un rejet total : «Non au plan Mc Kie-Avélique de Cater-Pillard» et «Ne touchez pas à nos acquis pour augmenter les bénéfices».

«La première fois que je vois une telle unité !»

Un ouvrier nous a dit : «C'est la première fois que je vois ça : unité entre ouvriers et employés, unani-

mité. On aura gain de cause». Un autre s'exclame : «La direction pensait qu'après trois jours de grève, ce serait fini. Nous sommes au onzième jour. McKie a voulu le conflit, il l'a à 200 %. Il faut continuer. La production ne sort pas, les gens sont déterminés.» Le plan diminuerait les revenus de 12.000 F en 1997 pour atteindre 60.000 F dans cinq ans. Pour quoi ? Pour qui ? «Inacceptable, dit un manifestant. M'enlever 0,5 F de mon salaire, c'est déjà me pénaliser de trop. J'ai suivi une demi-journée de formation "Altitude maximum" donnée par la direction. On nous parle de la situation mondiale, où Caterpillar se situe, la crise, la concurrence, etc. En fait, le but, c'est de nous sensibiliser pour que Caterpillar reste n°1 mondial. Et nous faire accepter la baisse des salaires.» Son voisin ajoute : «Les patrons n'en ont jamais assez, ils se disent en difficulté et font de plus en plus de bénéfices. Bientôt, ils voudront qu'on vienne travailler pour rien. Il fallait bouger, il faut durcir le mouvement.»

Plusieurs réflexions dépassent l'entreprise. «Notre combat concerne tous les travailleurs, s'expri-



«Bientôt, le patron nous fera venir travailler pour rien», nous ont dit des travailleurs excédés.

me un délégué. Le patron applique à l'entreprise le "Plan d'avenir" gouvernemental, rejeté par la base. Ce plan, c'est des cadeaux aux patrons. Le plan McKie, c'est nous faire payer pour donner des cadeaux aux actionnaires. Un test. Ça ne doit pas passer.» Et sur la crise : «Les patrons deviennent de plus en plus agressifs partout en Europe. Les gouvernements sont à leur solde et nous imposent la régression sociale. Je constate que la crise s'est aggravée depuis la chute du Mur, c'est le recul social. Le socialisme était une épine dans le pied des capitalistes. Maintenant, ils ont les mains libres et nous

le font payer. Les médias jouent avec eux. Aujourd'hui, à propos de la Russie, c'est un appel à voter pour le gros Eltsine. Tout cela montre que la seule solution c'est le socialisme.»

La grève fait mal au patron, le succès de la manif a obligé la direction à réagir. Le lendemain, une conférence de presse s'obstinait : «Réduire les coûts pour assurer l'avenir de l'entreprise». (1) Justification : «Nos rémunérations sont parmi les meilleures de Belgique. Notre usine est celle où on travaille le moins, 1.600 heures par an alors qu'on en

comptabilise 100 en plus en France et 200 en Angleterre.» (1) Mais la direction confirme un investissement d'1,2 milliard, qui permettra de produire 12.500 machines au lieu de 7.500 actuellement avec "approximativement" le même niveau d'emploi. Les sacrifices exigés sont énormes : pratiquement doubler la productivité. Avec menace de délocaliser en partie et de licencier deux à trois cent travailleurs. Assemblées prévues cette semaine. Les syndicats décideront de nouvelles actions.

1. Journal de Charleroi, 21.6.

Ateliers protégés : exploités par les entreprises !

Les travailleurs exigent le salaire minimum garanti

Thierry Warmoes

10 juin, les travailleurs des ateliers protégés manifestent devant le PS et le SP, à Bruxelles. Ils exigent le revenu minimum garanti pour tous les travailleurs du secteur, même les plus handicapés. Aujourd'hui, 20.000 personnes y travaillent à des salaires très bas. Les moins payés (plus de 21 ans) ont 149,7 frs de l'heure ou 24.652 F bruts par mois. Solidaire a rencontré quelques délégués...

Les ateliers protégés ont été créés début des années 60. Le but était de favoriser l'intégration des handicapés en leur donnant du travail. Dans notre société capitaliste, les personnes handicapées n'ont en effet aucune chance sur le marché du travail : pas assez productifs pour les patrons. Pour compenser le manque de productivité, les ateliers sont subsidiés par les Régions.

Robert Vyvey (délégué principal FGTB à "Entraide par le Travail", Namur). Les employeurs sont souvent issus du mouvement caritatif, des mutuelles, etc. Ils disent qu'ils n'ont pas d'argent pour payer le salaire minimum. Mais les gros ateliers font chaque année des

dizaines de millions de bénéfices. En 95, par exemple, Entraide par le Travail avait une réserve de 230 millions. En fait, ils gagnent sur les salaires. Prenons un salaire horaire brut de 200 F. Le patron vend le produit de ce travail à 250 F. Il reçoit 210 F de subside + 10,53 F de subsides de fonctionnement. Il gagne donc 270 F net.

Francis Delire (délégué SETCa d'un atelier de Philippeville). Beaucoup d'ateliers annoncent des licenciements. En fait, il s'agit de personnes qu'ils veulent déjà licencier depuis longtemps.

Christian Legrand (délégué principal à "L'Atelier" à Jambes). Les ateliers ont beaucoup gagné en productivité. On a trafiqué le statut



De gauche à droite, Francis Delire, délégué Setca Philippeville, Christian Legrand, délégué CSC Jambes et Robert Vyvey, délégué Centrale Générale Namur : le but des ateliers protégés n'est pas respecté.

des handicapés. Les patrons engagent moins d'handicapés physiques et plus d'handicapés sociaux : des rejetés de la société qui n'ont pas terminé leurs études et n'ont pas droit au chômage. Ils sont envoyés par les CPAS et classés comme "handicapés mentaux". Ils sont beaucoup plus productifs. C'est grâce à eux qu'on fait du bénéfice. Mais ceci n'a plus rien à voir avec la philosophie d'origine des ateliers protégés.

Robert. Le salaire est si bas car il était compensé par les indemnités des personnes handicapées. Or, il y a de plus en plus de contrôle sur le handicap. J'ai connu un type qui avait un oeil en verre. Il touchait 8.000 francs par mois d'indemnité. D'un jour à l'autre, on a supprimé ce handicap. Comme si subitement il pouvait voir ! Il s'est suicidé peu après...

Christian. De moins en moins de travailleurs ont une indemnité d'handicap. Et nous sommes en chômage technique en moyenne une semaine sur trois. Les gens ne touchent alors que 21 à 22.000 francs au lieu de 25 à 26.000. Pour un plein temps ! D'autres n'ont pas droit aux allocations de chômage.

Certains ne touchent que 15.000 F. Tout ça n'est pas vivable. Le SMIG, salaire minimum garanti, est la solution.

Robert. Les ateliers fonctionnent comme sous-traitants. Nous assemblons des luminaires pour Velux. Pour baisser les coûts de production, ils mettent la ligne au point chez eux, avec leur personnel, puis, viennent chez nous profiter des bas salaires, expliquant comment travailler avec vingt personnes en moins.» Les vélos Splendor ont proposé : «Travaillez 10 à 12 heures par jour en saison et récupérez après !» On impose la flexibilité et des prix dérisoires en menaçant de chômage technique, en mettant les ateliers en concurrence. On devient de plus en plus une entreprise d'intérim à bas prix. On casse les conditions de travail. Ça se répercute dans les autres entreprises, bien sûr.

Seul le socialisme donnera un travail digne et un revenu décent aux handicapés. Concurrence et profit maximal y sont remplacés par un principe humain : chacun produit selon ses capacités et reçoit selon ses besoins.

Se résigner ou résister, voilà la question !

Bilan de cinq mois sur les barricades de l'enseignement

«Nous jugeons la lutte des enseignants non pas avec amertume ou inquiétude, mais avec une grande admiration. Et ce sentiment est partagé par l'ensemble de notre parti.» C'est ainsi que Nadine Rosa-Rosso a résumé la position du PTB au débat organisé par l'"Appel pour une Ecole Démocratique" (1).

Peter Mertens

Une position à l'opposé de celle d'Ecolo, où règne «un sentiment d'amertume et principalement d'inquiétude», selon André Drouart. Il ajoute : «On retiendra dans l'histoire qu'un conflit social d'envergure, dans la durée, dans le temps et dans l'importance, n'a rien obtenu.» Le Soir avait déjà donné le ton : «Montant aux barricades de février 96 à juin, les profs ont fait cinq mois de rébellion... sans succès.» (2) Pour le Parti Socialiste, la lutte était inutile «car il n'y aurait pas de licenciements secs».

La lutte des enseignants a profondément changé le climat politique et social

La crise s'approfondit. L'OCDE, l'organisation des pays riches, confirmait jeudi dernier que de nouvelles mesures d'austérité seront nécessaires, sans que le chômage ne baisse pour autant. Dans l'ensemble de l'Europe, les grands patrons et les banquiers proclament le même credo : imposer «la solidarité dans la misère» aux travailleurs pour s'assurer des bénéfices accrus. Et partout, les travailleurs et les sans-emploi se posent la même question : faut-il se soumettre à la logique meurtrière du capital, ou se battre ? Faut-il lutter pour le maintien de nos acquis et faire payer le grand capital ? Faut-il combattre ce système sans issue et ouvrir les esprits à la société socialiste, seule issue pour l'humanité ?

C'est dans ce cadre que nous évaluons le mouvement des enseignants et étudiants. Ce magnifique mouvement n'a pas encore gagné en arrachant la revendication immédiate du retrait des décrets et du refinancement. Pas encore, car la lutte n'est pas

finie.

Mais déjà cette lutte est une victoire indiscutable pour l'ensemble des travailleurs. Elle est, pour reprendre les termes d'un délégué syndical, «le meilleur de ce qui pouvait nous arriver».

De la résignation à Maastricht à l'appel à la résistance

«Ceux qui volent la viande de la table prêchent la résignation. Ceux qui augmentent leur bénéfices faramineux, exigent l'esprit de sacrifice. Ceux qui se rassasient, parlent aux affamés des temps radieux qui viendront.» C'est ce qu'écrivait Berthold Brecht pendant la crise profonde des années 30. (3) Aujourd'hui, la «résignation» se traduit par «soyez contents d'avoir un emploi» et «l'esprit de sacrifice» par «acceptons des sacrifices pour créer des emplois» et «l'avenir radieux», c'est l'Europe unifiée.

Jusqu'en janvier, le gouvernement croyait que ces slogans suffiraient à imposer, sans trop de contestation et de résistance, mesures d'austérité, restructurations et démantèlement social. En janvier, il s'en était pris à la SNCB. Au nom d'une solidarité piégée, les cheminots se sont vus imposer 1,65 % de perte salariale en échange d'une limitation des pertes d'emplois de 9.000 à 7.500.

Le gouvernement avait espéré appliquer la même recette aux autres secteurs. Il comptait sur la résignation du mouvement syndical. Mais c'était sous-estimer la résistance dans l'enseignement. Les enseignants et les jeunes ont lancé un «appel à la résistance», rejetant pour la première fois les dogmes patronaux de Maastricht. «Les seules phrases qui sortent de la bouche des dirigeants politiques c'est que le décret est incontournable, à cause des contraintes du budget. Qu'ils arrêtent de faire comme s'il s'agissait d'une fatalité.



«Plus personne ne s'étonne de trouver, ici, à Bruxelles, un cheval de frise à chaque coin de rue. Cela fait partie du paysage urbain», déclare indigné Manchon (CGSP). Beaucoup d'enseignants et de jeunes ont compris que la gendarmerie est formée pour réprimer le peuple.

Qu'ils s'en prennent à ceux qui ont du fric. Qu'ils fassent payer les fortunes, c'est tout ce qu'on demande.»

Le cahier de revendication de la CGSP-enseignement est un exemple pour l'ensemble du mouvement syndical : «Réduction des intérêts sur la dette publique, à charge des banques; impôt annuel de 1 % sur les patrimoines de plus de 15 millions; impôt exceptionnel sur la fortune (proposition Franck); lutte contre la fraude, l'évasion, la sous-évaluation et l'ingénierie fiscales; relèvement de l'impôt effectif des sociétés de 20 à 40 %.»

C'était leur réponse à Onkelinx, qui déclarait après trois mois de grève : «Dans le passé, c'était facile, on savait qui était son ennemi. C'étaient les patrons des entreprises privées. Maintenant ce n'est plus clair où se trouve l'argent.» (4)

Enfin un mouvement qui ose s'en prendre aux riches

Leur ligne offensive, leurs actions durant cinq mois, leurs 27 manifestations, ont profondément transformé le climat politique. Ils ont rejeté la «solidarité dans la pauvreté» et montré que la solidarité des travailleurs contre le capital existe. Ainsi ils ont donné un formidable espoir aux jeunes, aux chômeurs, à la lutte pour les 32 heures. Leur lutte a encouragé les travailleurs de Cockerill-Sambre à Charleroi à rejeter le chantage odieux à l'emploi des jeunes. La lutte des enseignants et des jeunes a obligé Dehaene à reporter la réforme de la Sécurité sociale à l'automne, comme l'observait le magazine néerlandophone

Knack. (5). Elle a incité les directions syndicales en avril à suivre leur base en rejetant le Contrat d'avenir. Les Fostier, Gayetot et Camaratta, qui au sein des directions syndicales prêchaient la soumission aux diktats de Maastricht en se pliant aux pressions du PS et du PSC et qui traitaient les enseignants d'égoïstes, ont dû battre retraite.

La lutte des enseignants a contraint Grafé, au début juin, à retirer son projet d'augmentation du minerval dans l'enseignement supérieur. Voici deux semaines, Collignon a dû reporter la fermeture de Clabecq, par crainte d'une lutte commune des enseignants et des sidérurgistes.

Et le ministre socialiste de l'enseignement néerlandophone, Luc Vanden Bossche, a décidé récemment de ne pas appliquer le système des enveloppes budgétaires pour les coûts du personnel dans l'enseignement secondaire ! «Il ne sert à rien de mettre en oeuvre un système dont personne ne veut. On a vu ce que cela donne dans l'enseignement francophone», déclarait son porte-parole. (6)

L'"appel à la résistance" des enseignants a donné naissance à des initiatives comme le Comité 532, regroupant un nombre important de syndicalistes combattifs appelant à s'en prendre enfin aux riches.

Cette société mène à la catastrophe

L'enjeu de la lutte dans l'enseignement dépasse de loin le seul retrait du décret Onkelinx. Les enseignants disaient : «La politique de l'enseignement traduit le genre de société qu'on veut : les riches plus

riches, les pauvres plus pauvres. Dans l'enseignement, cela signifie des écoles d'élite bien équipées et bien encadrées, d'une part, des écoles poubelles, d'autre part.»

Les enseignants ont refusé les départs naturels sans embauches compensatoires par le biais de la prépension, parce qu'ils veulent une école qui assure un bon encadrement des élèves.

«C'est pour une remise en cause plus profonde de notre société que nous nous battons. Nous refusons une société où 500.000 personnes vivent sous le seuil de précarité et où plus de trois millions de nos concitoyens ne parviennent à le dépasser que grâce à une aide sociale de plus en plus chiche, pendant que les holdings affichent annuellement des bénéfices de plusieurs centaines de milliards...» (7)

Les jeunes déclarent : «Nous devinons une société où l'homme est relégué au bord du monde lorsqu'il n'est pas assez rentable. Nous devinons une société où l'économie prend le pas sur le social, une société individualiste.» (8)

Il y a tout de même encore des classes

Les enseignants ont été directement et violemment attaqués par l'ensemble du monde patronal. Comme par Philippe Delaunoy, ancien président de l'Union des Entreprises Wallonnes.

Mieux que tous les discours, cette unanimité du patronat contre les enseignants leur a rappelé que dans notre société, derrière les phrases sur l'intérêt général, il faut chercher les intérêts de classe. «L'attaque n'est pas seulement budgétaire mais idéologique, explique un enseignant. C'est le principe d'un enseignement pour les enfants de la classe ouvrière que l'on veut démolir. Sans s'en rendre compte, les jeunes et les enseignants sont en train de mener une lutte de classe. C'est très important pour moi de le comprendre car cela me donne une volonté beaucoup plus grande que si je pensais mener un combat corporatiste.»

En mai-juin, les enseignants ont de plus en plus cherché le contact avec les ouvriers, avec les Forges de Clabecq, Caterpillar, Volkswagen, contre l'ennemi commun. La présence de travailleurs de Clabecq et de Caterpillar aux dernières manifestations des enseignants et celle de Jean Marie Ansciaux à la manifestation des travailleurs de Clabecq ont confirmé cette solidarité de classe.

Journées sur l'enseignement à Bredene

Dimanche 11 août et vendredi 16 août
10h-12h. Quelle sorte d'enseignement veut le PTB ? Avec Hans Georg Hofmann, pédagogue d'ex-RDA et Annemie Mels, enseignante.

16h. Café militant avec des enseignants et des jeunes. Animation musicale.
Infos : PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.

1. Débat de l'APED à l'ULB, 14 juin 1996. 2. Le Soir, 20 juin 1996. 3. Poèmes Svendeborg, SUN, Nimègue. 4. De Morgen, 4 mai 1996. 5. Le Soir, 24 avril 1996. 6. Knack, 20 mars 1996. 7. Satyre, 27 février 1996. 8. MESC, dossier de presse, 8 mars 1996.

Une direction syndicale démocratique et combative

Les secrets de cette lutte si large et si longue

Peter Mertens

La lutte a démontré le rôle décisif que joue des dirigeants syndicaux démocratiques comme Régis Dohogne (CSC) et Jean-Marie Ansciaux (CGSP) dans le développement de la lutte de classes, lorsqu'il s'appuient sur les masses en maintenant leurs principes. Dohogne a déclaré que le rôle du syndicat n'était pas de se résigner au réalisme, mais de transformer la société. Suite à cette même position, Ansciaux a été traité par la direction du PS de "mister no, no, no". Leur attitude conséquente et démocratique a permis aux gens de comprendre que le syndicat est un instrument de défense de leurs intérêts. Si les dirigeants syndicaux se comportent en défenseurs de la politique libérale du PS, les travailleurs se détournent du syndicat avec un sentiment d'amertume et d'impuissance, devenant ainsi un proie facile de la démagogie antisindicaliste de l'extrême droite. Des dirigeants syndicaux comme Dohogne et Ansciaux permettent au syndicat d'être un véritable rempart contre l'extrême droite.

Démocratie de base : coordination d'enseignants et comités de jeunes

Les coordinations constituées par les enseignants ont organisé la



Les enseignants ont bien compris que la communautarisation a pour but d'imposer des mesures d'économie à tour de rôle et de diviser la résistance contre ces mesures. La grande aspiration à l'unité au-delà de la frontière linguistique est porteuse d'espoir.

lutte à la base avec les syndicats, en mobilisant les gens, en formant des piquets de grève, en organisant de réunions d'information,

en établissant des contacts avec les parents et en assurant la défense des jeunes contre la répression. Les liens solides entre

la base et la direction et entre les enseignants et les élèves ont permis de maintenir le front syndical uni à travers toutes les

tempêtes que le mouvement a connues. Ce front commun syndical uni est un événement historique, même les contradictions entre le public et le privé ont été balayées.

C'est la première fois que les élèves du secondaire se sont organisés et qu'ils ont participé pleinement à la direction de la lutte.

D'année en année, on leur avait appris qu'ils n'avaient pas à s'occuper des problèmes de société ou à faire de la politique. Michel Hahn, le patron des patrons, disait : «Comment peut-on demander aux élèves ce qu'on doit leur dispenser comme enseignement ? Ce n'est pas à eux de décider ce qui leur convient ou non.» (1) Les élèves ont répondu en s'organisant dans des comités : «La jeunesse est souvent mal informée des enjeux sociaux, et non organisée et donc elle est la victime la plus docile des réformes que l'on voudrait accepter. Nous sommes là aujourd'hui pour défendre notre génération sacrifiée. Nous sommes là pour rejeter un décret qui détruit notre présent.» (2)

Ils ont appris à penser, écouter, à débattre, à prendre des responsabilités. Cette nouvelle génération est une garantie pour la lutte dans les décennies à venir.

1. Michel Hahn à l'Echo, 9 novembre 1995. 2. MESC, dossier de presse, 8 mars

«Socialiste toujours, PS plus jamais»

Peter Mertens

Dans ce mouvement, la direction syndicale a refusé de servir de bouclier pour le PS et le PSC, de les protéger contre la colère des jeunes et des enseignants. De ce fait, le PS, s'est révélé comme le parti qui mène une politique patronale avec un discours de gauche. «Le PSC a toujours mené une politique de droite. On ne s'étonne pas s'il amplifie aujourd'hui ce qu'il a fait depuis 40 ans. Le PS a hurlé le retour du coeur. Il est logique que l'on s'en prenne à ceux qui prétendent faire une politique de gauche et qui ne la font pas. La CGSP a annoncé depuis longtemps que le PS n'était plus son relais politique.» C'est ce que déclarait Robert Manchon, secrétaire général de la CGSP-enseignement Bruxelles (1).

Pas de confiance dans le parlement

Le Parti socialiste est le relais des patrons. Les enseignants de l'EOS Flémalle ont écrit à Busquin, président du PS : «Le Parti socialiste s'est mué en parti bourgeois, défenseur de la propriété mobilière, des holdings, des banques et des grosses fortunes». Ainsi a-t-on vu la direction du PS se protéger contre les travailleurs derrière un déploiement imposant de forces armées, de conteneurs et de barbelés. Jusqu'au jour où, lors de ce 1er mai historique, ces bonzes du PS ont été chassés des fêtes ouvrières.

Les enseignements ont décrit la démocratie dans ce pays comme une coquille vide et n'ont plus confiance dans le parlement. Manchon (CGSP) : «Quand 180.000 personnes manifestent pendant quatre mois, on n'entend rien, rien ! C'est la démocratie que d'écouter ce que les gens disent. On met aussi trop en exergue les dix allumeurs dans les manifestations. Cela dit, plus personne ne s'étonne de trouver, ici, à Bruxelles, un cheval de frise à chaque coin de rue. Cela fait partie du paysage urbain.» (1) Beaucoup ont compris que la gendarmerie est formée pour réprimer le peuple. A leur manif à Namur, ils ont pu voir que les ouvriers de Clabecq en avaient déjà tiré toutes les leçons en se préparant mieux à la répression.

«Wir wollen le refinancement van het onderwijs»

Le mouvement a montré que la communautarisation permet d'imposer des mesures d'économie à tour de rôle, de diviser la résistance contre ces mesures et d'introduire des idées de collaboration de classe (travailleurs et patrons francophones contre travailleurs et patrons néerlandophones). Le leurre de "l'identité culturelle", qui a servi à la scission de l'enseignement, a été démasqué. «Notre combat est identique : nous voulons de l'argent pour nos écoles. Et nos problèmes sont également les

mêmes : dans l'enseignement néerlandophone, on prend les mêmes mesures», disait un enseignant.

La grande aspiration à l'unité au-delà de la frontière linguistique est porteuse d'espoir. Elle s'est concrétisée dans la manifestation historique du 28 février, lorsque 50.000 enseignants francophones et néerlandophones ont réuni leurs manifestations dans la capitale. Un élève a traduit le climat qui régnait parmi les manifestants : «C'est bien que les néerlandophones et les francophones manifestent ensemble. Je suis pour une Belgique unie. Sinon, la Belgique va devenir comme la Tchétchénie.»

Ce mouvement a donné naissance à l'APED, l'Appel Pour une Ecole Démocratique. Cette organisation qui réunit des enseignants du nord et du sud a lancé une pétition avec succès.

Les enseignants néerlandophones ont pu s'appuyer sur l'élan du mouvement de l'enseignement francophone, ce qui a contraint Vanden Bossche à retirer le système des enveloppes budgétaires pour le financement du personnel ! Et dans l'enseignement néerlandophone, la revendication du refinancement fait également son chemin.

Le PTB : seul relais politique

«Vous êtes encore le seule parti national», disait une enseignante qui apprécie particulièrement les

contacts entre enseignants néerlandophones et francophones. Les militants du PTB ont distribué des dizaines de milliers de tracts nationaux aux entreprises du nord et du sud pour propager la lutte des enseignants. De nombreux enseignants ont apprécié le sérieux des analyses du PTB. Le PTB a lancé une campagne de soutien, en vendant des autocollants "Bravo enseignants" aux portes des entreprises et sur les marchés.

«Formation que l'on croyait marginale, le PTB s'est révélé comme une force politique incontournable», écrivait un journal dans le feu de la lutte. (2) Un camarade de Bruxelles a décidé de devenir membre du parti : «Pendant le

mouvement, j'ai eu envie de m'engager davantage. Avant, je défendais déjà des idées marxistes, mais ce n'était pas très clair. Et je n'avais pas les moyens d'agir en accord avec mes idées. C'était déprimant. Rentrer dans le parti, va m'aider à concrétiser mes idées, à structurer mes actions. Maintenant, grâce aux formations, je peux mieux convaincre. Et j'ai pu élargir ma vision des choses.»

Dans le mouvement, le PTB a prouvé qu'il est le seul relais politique fiable, même s'il est encore petit. Il mérite d'être renforcé.

1. Le Soir, 5 juin 1996. 2. La Nouvelle Gazette, 3 mai 1996.

Quelle école dans quelle société ?

L'Appel pour une Ecole Démocratique organise une journée de réflexion le mercredi 28 août 1996, de 10h à 17h30. Ecole Decroly, Drève des gendarmes 45, 1180 Bruxelles 10h. Débats.

• Des chances égales pour tous ? Avec J.P. Kerckhofs, enseignant et M. Verhoeven, professeur KUL

• Le "rapport au savoir" et l'échec scolaire. Avec B. Charlot, professeur à Paris VIII

• Ecole démocratique — capitalisme : couple impossible ? Avec N. Hirt, auteur du livre "L'école sacrifiée" (à paraître en septembre)

14h. Ateliers, avec notamment la participation de : V. Cartuyvels, N. De Smet et J. Cornet de la CGE, F. Tilman et D. Grootaers, Le grain.

Adresse de contact : J. Alsteens, av. de la Reine 223, 1000 Bruxelles. Tél. 02/425 98 21.

Clabecq : Froidmont veut fermer

Les travailleurs n'ont d'autre issue que de se préparer à un nouveau combat

Au soir de la reprise du travail aux Forges, trois ouvriers nous abordent en rue : «On a relu votre tract. Vous aviez raison. Le plan Froidmont (patron "socialiste") ferme Clabecq en deux temps. Collignon veut à tout prix arrêter la grève. Nous aurions dû la poursuivre.»

Baudouin Deckers

A propos de la manoeuvre de Collignon pour stopper la grève... Le PS prétend avoir sauvé les Forges. Or, c'est la manifestation violente de Namur et une semaine de grève qui ont obligé le ministre "socialiste" Collignon à abandonner - provisoirement - la piste de la faillite. Ce qui réfute déjà l'idée que "la lutte menacerait la survie de l'entreprise".

Le véritable souci de Collignon était précisément de briser à tout prix la résistance ouvrière. Le journal patronal "L'Echo" l'en félicite: «Il était impossible de laisser choir les Forges de Clabecq dans le climat social surchauffé actuel. Les travailleurs de l'entreprise eussent vraisemblablement cédé à de dangereuses extrémités, si le dépôt de bilan avait, en toute logique, été annoncé. Aussi... Robert Collignon a-t-il pris ses responsabilités.» (1)

Collignon et Froidmont mettront d'ailleurs à l'ordre du jour des futures négociations la "révision du système de relations sociales" (2)... afin que Clabecq puisse fermer en paix. Voilà à quoi sert le PS : protéger la bourgeoisie contre la colère ouvrière, justifiée.

Beaucoup d'ouvriers se sont accrochés à l'espoir de survie de l'entreprise que leur semblait offrir le plan Froidmont. Or, il n'en est rien.

La Région Wallonne se déclare prête à investir un milliard et demi, étalés sur les deux ou trois années

prochaines. Même si la Commission Européenne fermait les yeux sur cette opération de subside, ce qui est peu probable, cette somme est risible. Fernand Fyon (FGTB), secrétaire du conseil d'entreprise, l'a bien dit : «Ces 300 millions d'investissement par an... sont ceux qui étaient réalisés précédemment pour l'entretien de l'outil» (3). L'usine pourrait encore fonctionner quelque temps. Mais c'est totalement insuffisant, ne fût-ce que pour remplacer des outils tout à fait défectueux. Les problèmes techniques menant à la fermeture s'accumuleront.

Collignon prétend maintenir une usine intégrée. C'est un leurre. Le plan Froidmont prévoit de déclasser certains outils et de concentrer l'investissement sur les laminoirs. C'est la condamnation des hauts fourneaux et de l'aciérie. A l'assemblée des travailleurs du 14 mai, Roberto D'Orazio, délégué principal FGTB, avait clairement rejeté ce plan. Il faut exiger que la Région Wallonne investisse au moins cinq milliards. Elle doit aller chercher cet argent auprès des capitalistes qui se sont enrichis dans la sidérurgie durant des décennies : les Dessy, Germeaux, Frère et différents gros banquiers.

Pour résister, restons à 2.143 combattants

L'Echo résume bien le plan Collignon-Froidmont : «accorder aux Forges une mince chance de



Clabecq manifestant devant l'Europe (14 juin). Un combat non terminé.

conserver une activité réduite, tout en comprimant l'effectif de 700 personnes...» (4). Le plan prévoit 550 prépensions et 150 autres départs. Depuis deux ans, les travailleurs de Chertal (Liège) s'opposent à un plan de restructurations lié à des prépensions. Revendiquer la prépension est correct. Mais le 14 mai D'Orazio refusait des prépensions liées au démantèlement. Or, c'est ce que vise Froidmont. Accepter des prépensions maintenant, c'est s'orienter vers la fermeture avec 700 combattants en moins. Aucun accord sur les prépensions ne peut être conclu, tant que le maintien de 2.143 emplois et de l'outil ne sont pas garantis.

Des ouvriers prépensionnables nous disent : «Je ne veux pas de prépension qui servirait de monnaie d'échange à la fermeture». Ou

encore : «Je ne l'accepte que si mon fils de 24 ans est embauché à ma place». Il faut renforcer ce point de vue parmi tous les travailleurs.

En obtenant la reprise du travail, le PS a marqué un point. Mais rien n'est signé. La lutte pour le maintien de Clabecq n'est que reportée. Les faux socialistes à la tête du PS ont l'avantage, sur tous les autres partis bourgeois, de maîtriser l'art de tromper les travailleurs. Pour reconstruire un rapport de force favorable, les travailleurs conscients doivent s'organiser avec le PTB, au moins pour la durée du conflit. Indispensable pour analyser les problèmes de la lutte d'un point de vue rigoureusement révolutionnaire, fidèle aux intérêts de la classe ouvrière. Ce n'est qu'au sein du PTB qu'ils pourront élaborer des

initiatives, permettant de gagner l'ensemble des ouvriers à une lutte conséquente.

1. L'Echo, 15.6. 2. Le Soir, 15.6. 3. L'Echo, 15.6.

Solidarité

Le PTB-Brabant place son barbecue de fin d'année sous le signe de la solidarité avec Clabecq. Nous espérons y rencontrer de nombreux travailleurs des Forges ! Rendez-vous samedi 29 juin, à partir de 17h, à l'Ecole Communale, rue Jean Wautrequin, 1480 Clabecq-Tubize.

"On est avec toi, docteur Lieve !"

Métallos Chertal et FN mobilisés contre le diktat de l'Ordre des médecins

Beaucoup de gens viennent soutenir le docteur PTB Lieve Dehaes suspendue par l'Ordre des médecins pour avoir participé à une enquête de Test-Achats. La "quinzaine de résistance". de la maison médicale de Seraing marche bien. Quelques réactions...

Alice : «Les médecins PTB : des gens comme nous».

Je soutiens le combat de Médecine pour le Peuple. Les médecins du PTB sont des médecins pas comme les autres. Ils s'intéressent à vous. Ce sont des gens comme nous, des camarades. Il m'arrive de les appeler pour un problème autre que médical. Très bien aussi : à Médecine pour le Peuple, ce que tu dépenses pour payer la consultation, t'est intégralement remboursé.

Fatima : «Grâce à eux, nos enfants peuvent être soignés».



«En tant que parents, devons-nous mettre la vie de nos enfants en danger, juste parce que nous ne sommes pas en mesure de payer un médecin ou les factures ? C'est honteux et incompréhensible. Grâce à Médecine pour le Peuple, nous, chômeurs, CPAS et pauvres, nous pouvons soigner nos enfants sans penser que demain on n'aura plus de pain à leur donner. A tous les gens de Médecine pour le

Peuple, un grand bravo !»

Josée : «Quelle différence avec le PS !»

«De sympathisants ont occupé la maison médicale pour empêcher une intervention contre le docteur Dehaes. Là, j'ai vu la lutte du PTB au quotidien. Quelle différence totale avec la direction du PS ! Celle-ci fait le sale boulot afin de garder sa place au gouvernement. Elle reprend ce que nos ancêtres ont obtenu. Elle nous intoxique par ses idées bourgeoises. Quand les jeunes auront vu ce que ce PS leur laisse, ils prendront exemple sur le vieux dirigeant communiste Julien Lahaut.»

La délégation FGFB Chertal : «Prêts à arrêter le travail»

La délégation a rencontré Médecine pour le Peuple dans une ambiance très amicale. "Lieve, s'il t'arrive quelque chose, on arrête le

travail". Un ouvrier de Chertal est venu aider à distribuer les tracts de Médecine pour le Peuple au marché de Seraing.

Délégations FN FGFB et CSC : «La misère se répand»

Ici aussi, les délégués soutiennent la cause de Lieve Dehaes : «Dans

nos ateliers, les travailleurs discutent de plus en plus de leurs difficultés de fin de mois. A Sainte Marguerite à Liège, si l'on passe du CPAS au chômage, on est considéré comme un chanceux. Nous sommes très pris par les problèmes actuels de la FN. Mais s'il arrive quelque chose, nous viendrons.»

Que faire?

1. Vous êtes indigné, vous aussi? Contactez-nous : Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing. Tél 041/37.70.41 Fax 37.79.09.
2. Pour contrer la suspension, votre présence est indispensable. Venez à la consultation de Lieve. Tout spécialement, jeudi 27 à 19 h. une consultation spéciale pour protester contre la

sanction de l'Ordre et pour réclamer le droit à la médecine gratuite.
3. Trois autres dates d'action...
Mercredi 26 juin à 18 h : concours graffiti spécial jeunes.
Jeudi 27 juin à 20 h : animation.
Samedi 29 juin à 19h, grand barbecue, à la maison médicale même. Prix et ambiance démocratiques.

Dépose-moi à l'école et je retrouverai ma maison...

Joris, Miche, Samuel, Claire et Solange rechercheront leur famille d'origine au Rwanda

Joris en est sûr. Il veut retrouver sa maison, sa grand-mère, sa famille... s'ils vivent encore. Joris a vingt ans. Il est d'origine rwandaise et vit depuis huit ans en Belgique, adopté par la famille De Volder de Oud-Turnhout. Joris retournera au Rwanda, à la recherche de sa famille. Son frère Miche et sa mère belge Imelda l'accompagnent.

Riet Dhont

Joris et sa famille ne vont pas seuls au Rwanda. Trois familles, des parents accompagnés de leurs enfants adoptés, partent en août avec *Contact et Cultures* pour trois semaines dans la région de Butare au Rwanda. Ils sont affiliés à l'organisation "Sans Frontières" qui fête cette année son quinzième anniversaire. Cette organisation a placé des enfants rwandais dans près de trois cents familles de Flandre. Tim, Bart, Yana, Joris, Samuel... sont venus en Belgique lorsqu'ils avaient 5, 6, 10, 12 ans. Ils ont grandi avec leurs frères et sœurs belges, ont fréquenté l'école ici, parlent le patois de Flandre occidentale ou d'Anvers... Bref, ils sont des enfants d'ici. Mais ils n'ont pas oublié leur pays.

Leurs parents belges suivent de près la situation au Rwanda. Le génocide les a marqués : inquiétude au sujet des familles, souci de la reconstruction du pays d'origine de leurs enfants, anxiété pour les réactions de leurs enfants à la vue des terribles images télévisées pendant le génocide.

«Rétablir les liens entre nos enfants et leur famille d'origine»

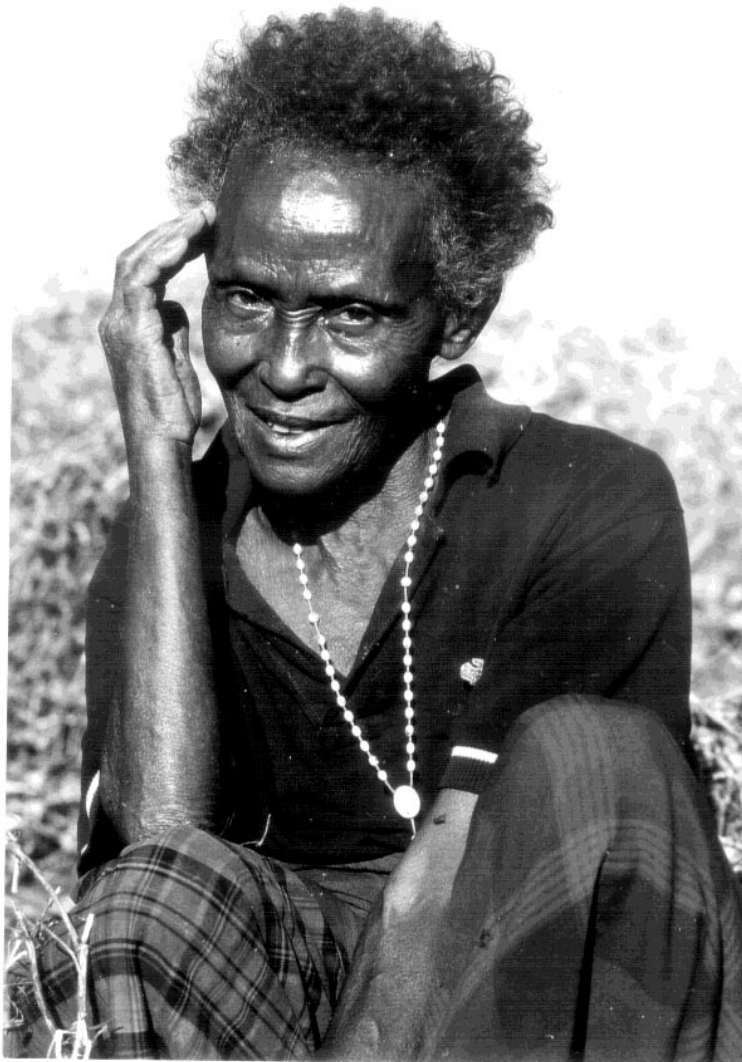
Imelda, mère de Joris et Miche, ira au Rwanda cet été avec ses deux fils. «Nous organisons ce voyage pour remettre nos enfants en contact avec leur famille, ou du moins pour savoir qui a survécu au génocide. Nos enfants ne peuvent pas perdre le lien avec leur famille d'origine. Ils se souviennent encore de beaucoup de choses du passé. Mais en même temps, ils doivent connaître l'histoire de leur pays, y compris l'histoire du génocide. Que s'est-il passé sur les collines d'où ils sont originai-



Joris, Miche et leur grand-mère.

res ? Nous allons aussi au Rwanda pour témoigner notre soutien à la reconstruction du pays. Nous nous entretiendrons avec Inyumba, le ministre de la Famille et de la Femme. Nous visiterons aussi les projets de l'organisation de femmes Urunana. Nous voulons participer pendant quelques jours au projet de la campagne Mille Collines à Runda, à la construction de nouvelles maisons pour les survivants du génocide. Et quand nous rentrerons en Belgique, nos enfants et nous-mêmes voulons témoigner de la situation au Rwanda. C'est une démarche très consciente, difficile. La confrontation sera dure, mais nous choisissons de rétablir les liens entre nos enfants et leur pays d'origine.»

Joris, vingt ans, vit en Belgique depuis huit ans. «Déposez-moi à la porte du groupe scolaire à Butare, dit-il, et je retrouverai directement le chemin de ma maison. Je connais encore la route, je sais encore à quel arbre je dois tourner à gauche pour entrer dans un terrain découvert où se trouvent trois maisons. C'est dans une de ces maisons que nous habitons avec ma grand-mère. J'ignore qui de ma famille vit encore.



Samuel a reconnu sa grand-mère sur la couverture de la revue tiers-mondiste *Wereldwijd*.

J'aimerais bien revoir ma grand-mère.»

Joris et son frère Miche ont donné à un visiteur rwandais une photo sur laquelle ils sont en compagnie de leur grand-mère, devant la porte de l'école. Celui-ci tentera, avant leur arrivée au Rwanda, de retrouver les survivants de la famille de Joris.

«En couverture de cette revue, c'est ma grand-mère !»

Samuel, seize ans, vit en Flandre occidentale. Il habite depuis six ans chez Freddy et Rita, ses parents adoptifs, avec six autres frères et sœurs. Samuel a participé le 20 avril à Louvain à l'action "Carrément pour l'Afrique". Là, une grande surprise l'attendait : il a découvert sur la couverture de la revue tiers-mondiste *Wereldwijd* une photo poignante de sa grand-mère. Samuel a emporté le numéro chez lui et a comparé la photo avec d'autres photos de sa grand-mère. Il a comparé les yeux, le menton, la bouche... Pas de doute, sa grand-mère vit encore.

Par l'intermédiaire du photographe, il a pris contact avec un prêtre qui travaille sur la colline où habite sa grand-mère. En compagnie de son père adoptif Freddy, Samuel ira au Rwanda au mois d'août pour visiter sa grand-mère qui l'a élevé. «Samuel veut absolument revoir sa grand-mère raconte Rita, la mère adoptive de Samuel. Elle n'a plus rien, elle a tout perdu dans le

prothèses. Mais ce n'est pas tout. Le 29 juin, nous organiserons ici une journée Rwanda (1) avec tous les mouvements de jeunesse de la commune. Je cuirai des gaufres qui seront vendues par les enfants. En même temps, on projettera des diapositives toutes les heures et on informera les enfants sur ce qui s'est passé au Rwanda, sur les besoins de la reconstruction. Tout l'argent — nous comptons récolter au moins 20.000 F est destiné au projet de Runda, de la campagne "Mille Collines". Ainsi, Samuel n'ira pas les mains vides au Rwanda.»

«Revoir ma famille, mais aussi travailler au projet de Mille Collines»

Marie Claire, 16 ans, et sa sœur Solange, 10 ans, sont impatientes de partir, malgré les examens «Oui, je suis déjà nerveuse, confie Marie-Claire au téléphone, parce que je vais aller à Butare, où habite ma famille. Je veux absolument revoir ma grand-mère, mes oncles et tantes. Ma mère est morte. Je lui avais pourtant promis de revenir, lors de mon départ et de mon adoption en 1990. Mais je ne la reverrai plus. Après mes examens, je vais écrire une lettre à ma famille pour les avertir. J'espère que je pourrai passer beaucoup de temps dans ma famille, mais je veux aussi travailler au projet de Runda. Je trouve que c'est très important. Nous organisons une grande boum ici, à Turnhout le 19 juillet, pour rassembler de l'argent. Nous avons demandé le meilleur disc-jockey de la région et nous avons déjà vendu des cartes pour 10.000 F. La boum doit rapporter de l'argent qui servira pour ma famille et pour le projet de Mille Collines. Ma maman d'ici a déjà préparé ses valises. Dans un bon mois, nous partirons...»

1. Cette journée aura lieu à Alveringem, en Flandre occidentale, le 29 juin, de 10 à 17 heures.

Soutenez "Mille Collines"

Joris, Miche, Samuel, Marie-Claire et Solange ont besoin de votre soutien pour le projet de Mille Collines au Rwanda.

Nom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. : Profession :

Je verse F sur le compte 001-0451780-30 du Fonds de Soutien Tiers Monde, avec la mention "Enfants adoptés rwandais"

Je veux parrainer un enfant rwandais sur place. Envoyez-moi les informations sur le "Parrainage d'enfants rwandais"

Je souhaite des informations sur les brigades au Rwanda.

Je souhaite plus d'informations sur la campagne d'été pour le Rwanda aux festivals de musique.

Je commande ... exemplaires de la brochure : "Le génocide au Rwanda : le vrai visage de l'impérialisme". (150 F)

A renvoyer à Mille Collines, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.



Marie-Claire et Solange partiront à la recherche de leur famille d'origine.

ATTENTION LES FLICS

«Attention. N'accompagne jamais un étranger !» Ce conseil, tes parents te le rappellent sans doute de temps en temps. Mais... que ferais-tu s'il t'arrivait ce qui est arrivé à Steffie, 13 ans ?

Steffie se rend au cours de français. Elle prend le bus vers Saint-Nicolas. Là, elle est appelée par un inconnu en civil. Ce "monsieur en costume" lui montre une carte en prétendant qu'il est gendarme. Steffie ne sait que faire. La carte et le mot "gendarme" la bouleversent. Elle accompagne



l'homme dans une voiture beige à l'intérieur bleu. Bizarre... un gendarme, mais pas de combi de gendarmerie. Steffie ne comprend pas. Peu après, deux

autres hommes montent à leur tour.

La voiture démarre et roule en direction de la gare. Là, les deux hommes conduisent Steffie dans une petite pièce. Ils lui font enlever sa veste.

Ils fouillent toutes affaires, y compris sa farde pour la leçon de français. «A la recherche de drogue», disent les gendarmes. Mais ils ne trouvent rien. Steffie n'a rien à voir avec la drogue, même si elle est une fille à la mode, avec les cheveux au henné, de fines tresses et une boucle dans le nez.

ACTUALITÉ

DES ENFANTS DANS DES COURSES DE CHAMEAUX ET D'AUTRUCHES

Une course d'autruches s'est déroulée il y a peu de temps en Belgique. Dans les pays du Golfe (région d'Asie au sud-est de l'Europe), les courses de chameaux sont fréquentes. Mais dans les deux cas, ce sont des enfants qui montent les animaux. Pour les courses d'autruches, c'est parce que les enfants sont plus légers que les adultes. Quant aux chameaux, il semble que les cris des enfants les font courir plus vite.

Mais est-ce vraiment un sport? En tout cas, pour les animaux, ce n'est pas marrant. En fait, c'est surtout une affaire d'argent: certains ont trouvé le moyen de devenir riches, parce que ces courses sont spectaculaires. Il faut payer pour venir voir.



Dans les courses de chameaux, on parie sur le gagnant. Beaucoup, beaucoup d'argent. Les enfants viennent de pays très pauvres où ils sont achetés ou enlevés. Pendant les courses, ils

sont attachés sur les chameaux. C'est très dangereux: il y a souvent des accidents. Parfois même, des enfants meurent.

Issa (7 ans), Mirza (9 ans) et Samai (11 ans) sont trois enfants du Bangladesh (pays d'Asie). Ils ont été enlevés et emmenés chez des gens très riches du Golfe. Pendant deux ans, ils ont été obligés de travailler dans les courses de chameaux. Avec l'aide d'autres gens, ils ont pu rentrer chez eux. Maintenant, Issa, Mirza et Samai ont déposé plainte officiellement contre l'enlèvement d'enfants pour les courses de chameaux.

Sources: Jour nal "De Morgen", 2 avril 1996 et 7 mai 1996



Le phoque

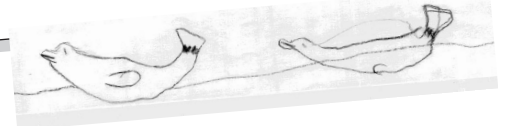
Le phoque est un superbe mammifère qui vit dans les mers polaires. On le rencontre aussi dans la mer des Caraïbes et même dans les îles Galapagos.

Il vit principalement dans les régions froides, comme les régions polaires. Il existe plusieurs espèces de phoques: le phoque gris, le phoque à capuchon etc. Les phoques mangent du poisson, comme la cabillaud et le maquereau. Mais les petits phoques boivent le lait bien gras de leur maman.

Quelques jours après la naissance, les poils épais et jaunâtres du bébé se transforment en un épais manteau de fourrure. Il ressemble à un animal en peluche. Mais il ne garde pas longtemps cette belle fourrure. Après quelques mois, les longs poils tombent et la peau du petit phoque devient aussi lisse que celle de sa mère. Tous les phoques ne vivent pas dans les régions froides. Le phoque à ventre blanc ou phoque moine, par exemple, vit dans les régions tropicales ou sub-tropicales.

En fait, les phoques ont la belle vie. Mais aussi des ennemis, et pas seulement les orques ou les ours polaires. Depuis des années, l'homme est un des plus grands ennemis du phoque. En 1984, le gouvernement canadien a décidé d'interdire la chasse aux jeunes phoques. Mais cela ne signifie pas qu'on ne chasse plus les phoques aujourd'hui! Tous les pays n'ont pas encore interdit la chasse aux phoques et, même quand c'est interdit, il y a encore des gens qui le font cachette, des braconniers. La pollution de l'air et de l'eau est une autre menace pour les phoques. Ils peuvent attraper toutes sortes de maladies. Beaucoup d'organisations écologistes défendent les phoques. J'espère qu'ils s'en porteront mieux.

K. Oste



DEVIENS JOURNALISTE!

Toi aussi, tu as quelque chose à raconter?
Tu as fait quelque chose de particulier à l'école?
Tu sais dessiner?
Tu veux écrire quelque chose pour le journal?

Aide-nous à réaliser le prochain numéro de P'tit

Pionnier. Tu remporteras peut-être le prix du meilleur journaliste des pionniers... et tu gagneras le jeu du Tiersmondopoly d'Oxfam.

Tu peux nous écrire à : Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren



LES ENFANTS IRAKIENS NE JOUENT PLUS...

L'Irak, tu te souviens? La guerre contre ce pays a commencé le 17 janvier 1991. Beaucoup d'Irakiens ont été tués dans cette guerre.

Après la guerre, les pays riches, comme l'Amérique et aussi la Belgique ont décidé que l'Irak ne pourrait plus vendre son pétrole. Mais le pétrole, c'est la seule chose que ce pays peut vendre. Plus rien ne pouvait plus entrer dans le pays, même plus la nourriture. Et cela jusqu'à ce que les Américains et les Anglais deviennent les chefs en Irak. Ils ont voulu donner une leçon à l'Irak parce que ce pays était fier. Ils veulent aussi que ce soit un exemple: tous les autres pays qui veulent décider eux-même, ont vu ce qui était arrivé en Irak. Et ils n'oseront plus se révolter. A cause des pays riches, il n'y a plus assez à manger en Irak. Quand les gens deviennent

malades, il ne peuvent plus se soigner. C'est surtout terrible pour les petits enfants. Chaque jour, environ 300 bébés et enfants de moins de cinq ans meurent. Le même nombre que tous les enfants de ton école. Chaque jour, c'est ainsi!

Nous sommes allés visiter l'Irak. Nous avons fait la connaissance de la famille Zeki. Laith, un garçon de dix ans, nous a raconté que toute sa famille avait dû s'installer dans une seule maison pour tenir le coup. Le grand-père, la grand-mère, trois filles et leurs maris, deux fils et leurs femmes et 38 enfants vivent sous le même toit. Dans la maison, on vit donc entassé et il y a beaucoup de disputes. Les enfants irakiens portent toujours des vêtements d'avant la guerre. Certains n'ont plus de pantalon ou de chemise et ils se

promènent toute la journée vêtus d'un pyjama usé. Avant, il y avait beaucoup de jouets modernes en Irak. Aujourd'hui, les enfants n'ont plus guère l'occasion de jouer. Ni d'aller à l'école. Pour survivre, ils doivent travailler. Ils circulent en rue et vendent de tout. Parfois, ils meurent en rue, de faim et de chaleur. A l'hôpital, nous avons parlé avec des médecins. Ils font ce qu'ils peuvent pour sauver les enfants, mais souvent ils ne peuvent rien faire et les enfants meurent.

En juillet et en août, cinq enfants irakiens viendront en Belgique. Veux-tu jouer, dormir, vivre quelques semaines avec eux? Fais-le nous savoir. Cela en vaut la peine! Nous recherchons encore des familles d'accueil pour ces enfants, et toute aide est la bienvenue.

CA BOUGE À GAND!

Les Pionniers se réunissent chaque semaine à Gand. Chaque mercredi, les enfants de 6 à 12 ans viennent faire leurs devoirs, lire des bandes dessinées, jouer à des jeux de société (et ainsi apprendre à lire et à compter!), écouter des histoires... Ca, c'est pour la première heure.

Nous voulons ainsi aider les enfants qui ont quelques problèmes à l'école. Dans ce quartier de Gand, il y a beaucoup d'enfants qui parlent le turc à la maison. Dès l'âge de 6 ans, ils parlent déjà deux langues! Mais ce n'est pas tou-

jours facile pour eux. C'est pour quoi, nous voulons les aider à faire leur devoirs. Bien sûr, aux Pionniers, on joue aussi. Pendant la deuxième heure, on organise des jeux dans notre petit local ou sur la plaine de jeux: chaise musicale, chat perché, magie, football, cuisine, dessin... Une série d'activités qui nous amusent beaucoup!

A notre première activité, il y avait 30 enfants et 8 moniteurs! 30 personnes veulent nous aider à continuer ces activités avec les enfants à Gand. On va pouvoir faire ainsi des tas de choses!



Dessert indien

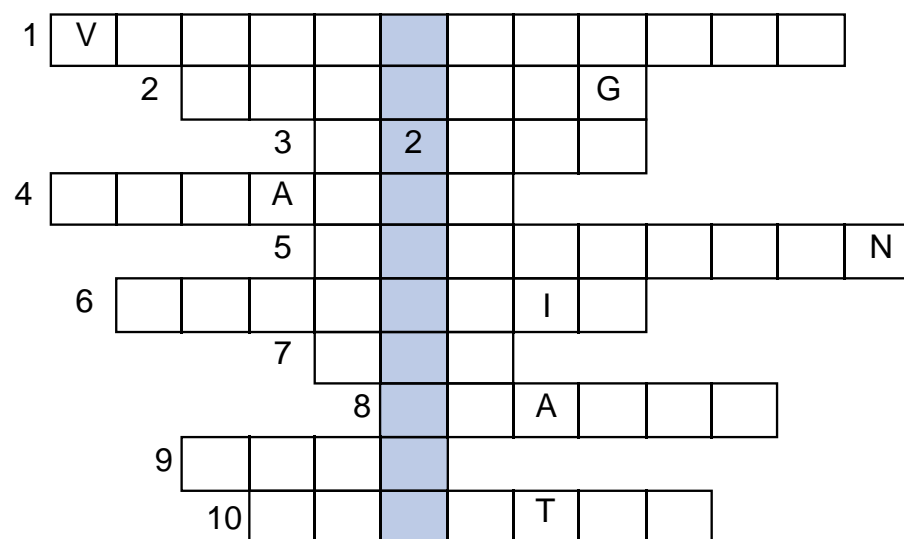
Pour quatre personnes, il te faut:

- une demi cuiller à thé de curcuma ou une dose de safran,
- 1 à 2 poignées d'amandes (ou cacahouètes),
- 2 tasses de riz (brisé),
- 6 tasses d'eau,
- 1 poignée de raisins secs,
- 1 demi tasse de sucre,
- 1 décilitre d'huile de maïs ou de soja.

Place une casserole avec beaucoup d'eau sur le feu. Ajoute immédiatement le safran, les amandes et les raisins secs. Entre-temps lave le riz. Quand l'eau bout, ajoute le riz. Pendant que le riz cuit, prépare la sauce. Prends deux petites tasses d'eau et une demi-tasse de sucre. Réchauffe le tout avec l'huile en remuant.

Le riz est cuit? Fais-le égoutter. Laisse-le bien évaporer. Mélange le riz à la sauce. Chaud ou froid, c'est toujours délicieux!





UN TOUR DU MONDE EN MOTS CROISÉS

Cherche le mot caché verticalement. Mieux : cherche tous les mots cachés. Envoie-les nous. Ceux qui participent recevront un cadeau !

1. En été, beaucoup de gens quittent la ville. Ils vont habiter quelques temps à la campagne ou près de la mer, non pas dans une maison, mais dans un Tu y sera peut-être aussi pendant tes vacances.
2. Les Pionniers ont un beau T-shirt. Sur ce T-shirt, un animal est représenté. Lequel?
3. Cette ministre a décidé que beaucoup d'instituteurs devraient partir. Elle a aussi décidé qu'il y aura plus d'enfants par classes et beaucoup moins d'argent pour

les écoles. C'est contre elle que beaucoup de profs et d'élèves du secondaire ont fait grève. Quel est son nom?

4. Au mois de mai, des milliers de gens de ce pays ont dû quitter leur maison. Leur région était bombardée par les avions venus d'Israël, un pays voisin. Beaucoup d'enfants et d'adultes ont été tués par les bombes. Quel est le nom de ce pays?

5. Pendant les vacances de Noël, un bateau est arrivé dans un grand port de Belgique. Il venait d'Afrique et s'appelait l' "Élise D". Six jeunes garçons d'Afrique étaient sur le bateau. Deux étaient morts pendant le voyage. Beaucoup de gens des pays pauvres sont obligés de quitter leur pays. Parce qu'ils ont faim ou parce qu'il y a la guerre. On les appelle des "réfugiés". Le bateau transportait du cacao. Avec le cacao, on fabrique du chocolat. Les patrons des usines de chocolat en Europe, sont riches. Mais ils interdisent aux Africains de venir ici. Nous avons



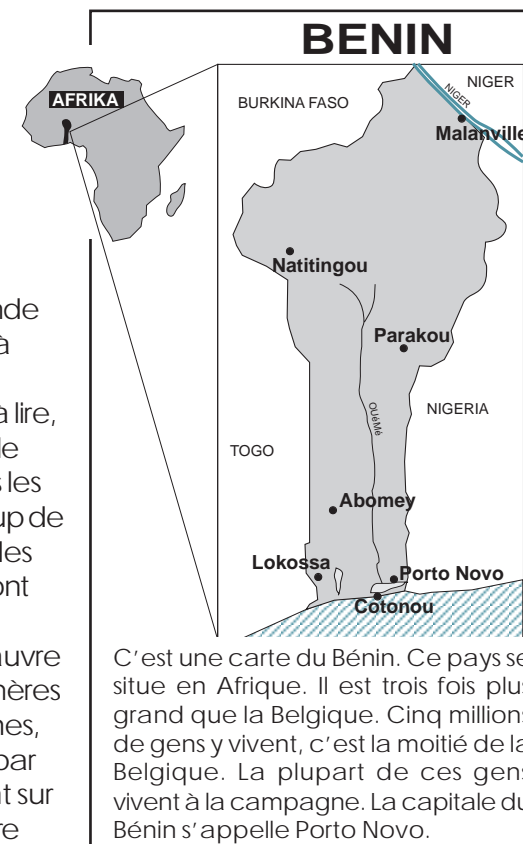
protêté contre cela dans la ville où est arrivé l'Élise D. Quelle est le nom de cette ville?

6. Dans ce pays, il y a eu la guerre. Puis, les Américains et les autres pays qui sont d'accord avec eux, comme la Belgique, ont interdit à ce pays d'acheter de la nourriture ou des médicaments. Beaucoup d'enfants sont morts ainsi de faim ou de maladie. Nous inviterons des enfants de ce pays pendant les vacances. Quel est le nom de ce pays?

7. Dans les pays pauvres, beaucoup d'enfants meurent de maladies. Tu as déjà eu la diarrhée? Ou des boutons partout, la rougeole? Mais tu as été guéri. Souvent, dans les pays pauvres, les enfants meurent de ces maladies. Pour les protéger, il faudrait leur faire une piqûre ou leur donner un sirop. On t'a fait cela quand tu étais petit. Comment appelle-t-on cette action de protéger des maladies?

8. C'est le nom de l'organisation des jeunes du PTB.

AU BÉNIN, TRÈS PEU D'ENFANTS PEUVENT ALLER À L'ÉCOLE



Chaque enfant dans le monde doit avoir la chance d'aller à l'école. Chaque enfant doit avoir le droit d'apprendre à lire, à écrire et à compter. L'école doit être gratuite pour tous les enfants. Ces idées, beaucoup de pays les ont inscrites dans des grandes déclarations. Ce sont des mots... mais la réalité?

Le Bénin est un pays très pauvre d'Afrique. Les pères et les mères qui travaillent dans des usines, gagnent à peine 60 francs par jour. Les gens qui travaillent sur les marchés, gagnent encore

C'est une carte du Bénin. Ce pays se situe en Afrique. Il est trois fois plus grand que la Belgique. Cinq millions de gens y vivent, c'est la moitié de la Belgique. La plupart de ces gens vivent à la campagne. La capitale du Bénin s'appelle Porto Novo.

moins: 30 francs par jour. C'est terriblement peu. Si un père ou une mère veut que son enfant aille à l'école primaire, il doit payer 600 francs! L'école secondaire coûte encore plus cher: 1.000 francs! Tu peux bien t'imaginer que beaucoup d'enfants ne peuvent pas aller à l'école.

Au Bénin, un enfant sur trois seulement va à l'école. Sur la photo, on voit des enfants qui ne peuvent pas y aller. Ils aident leurs parents à vendre des légumes dans la rue.



Les Pionniers: c'est si bon qu'on n'oublie plus

Les Pionniers, c'est l'atelier pour enfants du PTB. Depuis 20 ans, nous organisons des vacances d'été et des week-ends pour enfants de 6 à 15 ans, de toute la Belgique.

Les enfants y viennent pour se détendre, bouger, s'épanouir. Par le sport, les jeux, la danse, la musique, le bricolage... Les enfants apprennent à s'exprimer, dire ce qui ne va pas, intervenir pour que les choses changent.

A leur manière, en groupe, avec leurs idées, leurs sentiments, les enfants peuvent intervenir contre l'injustice.

Par le jeu et l'activité, les enfants découvrent comment fonctionne le monde et apprennent à exprimer leurs propres expériences et découvertes. Nous sommes solidaires de tous les travailleurs et de tous les pauvres, partout dans le monde.

Notre société n'offre aucun avenir. Nous croyons en une société socialiste, une société où la richesse est répartie entre tous. Seule cette société socialiste pourra supprimer l'injustice, le racisme, la misère, la guerre.

Pour nous, une éducation socialiste signifie: mettre les enfants en contact avec la réalité: la façon dont vivent les ouvriers, les immigrés...

Tu n'es pas indifférent à tout cela? Alors, tu es le bienvenu chez nous!

T'es né en 1982 et t'as pas froid aux yeux ?

Alors, ne manque pas notre week-end d'aventure: grimper, descendre, faire de la spéléo, ramper, se balader, survie... Le tout sous encadrement professionnel.

Du samedi 20 octobre (10 heures) au lundi 28 octobre (16 heures), nous allons à Hamoir, Ardennes. Prix? Environ 2.000F.

Tu veux nous accompagner? Fais-nous signe!

Camps Pionniers:

Du 8 au 16 août, notre camp aura lieu à Mol (Campine), sous le thème: Lutins, vaches folles et châteaux gonflables. Bienvenue aux plus de 6 ans. Prix: 3.000F pour le premier enfant et 2.500F pour le(s) suivant(s).

Vous êtes inscrits dès que le montant de votre inscription parvient sur notre compte 068-0872840-61 avec mention de votre nom et date de naissance.

A partir de 18 ans, vous pouvez nous accompagner comme moniteur, cuisinier, infirmier... Pour tous les collaborateurs, week-end préparatoire du vendredi 28 au dimanche 30 juin à Mol Maat. Infos? Téléphonnez-nous au: 09/349.38.61.

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Téléphone: _____

Date de naissance: _____

SOS Enfants Irak

- voudrait plus d'informations sur cette campagne
- voudrait organiser une activité pour ces enfants
- verse F sur le compte 001-0384807-84 pour "SOS Irak"

Les Pionniers

- voudrait recevoir le texte de base des Pionniers
- voudrait recevoir la visite d'un responsable des Pionniers

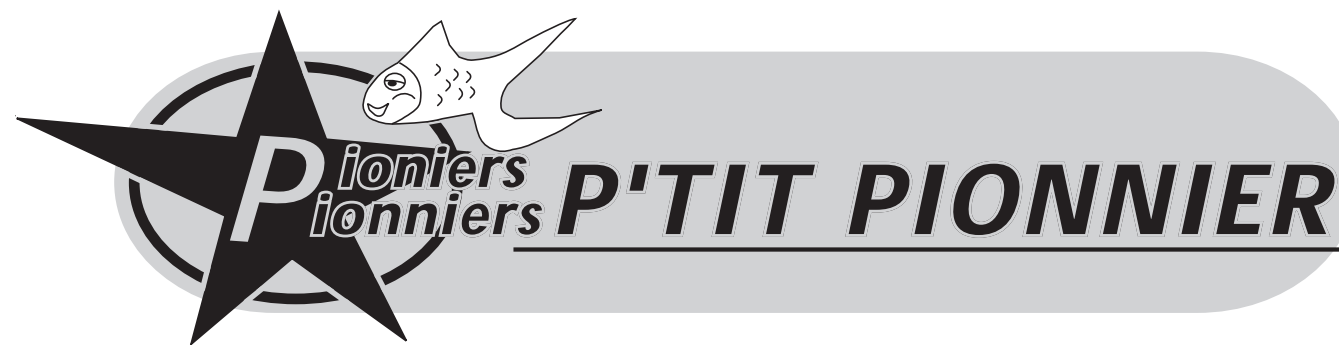
Notre camp

- voudrait plus d'informations sur le camp des Pionniers
- voudrait participer au camp des Pionniers/ comme moniteur / dans l'équipe technique (barrer les mentions inutiles)

Le P'tit Pionnier

- voudrait participer à la rédaction
- voudrait aider à la traduction du néerlandais en français
- voudrait aider à la mise en page sur ordinateur
- voudrait faire des photos / dessins

Bon à renvoyer à: Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren.



CONTENU

1

- Une température très spéciale

2

- Attention aux gendarmes!
- Des enfants kidnappés pour des courses de chameaux et d'autruches

3

- En Afrique, beaucoup d'enfants ne peuvent pas aller à l'école

4

- Comment les pays riches tuent les enfants d'Irak

5

- Un délicieux dessert indien

6

- Des mots croisés

7

- Connais-tu les phoques?

8

- Viens avec nous au camp!

LA MÉTÉO

L'été 1996... sera inoubliable. Après une période de temps calme, une brise soutenue, venue de Campine (nord de la Belgique), a soufflé durant l'automne 1995. Elle annonçait le camp d'automne, sur les terrains de sport de Zelem-Halem et dans les environs. Ce camp réussi n'est pas resté sans suite: pendant le congé du Carnaval, nous avons planté notre tente à Bon-Secours. V'là le bon vent... Les absents ont eu tort... Peu après, la température

a monté. Surtout au-dessus du quartier de Macharius-Ham, à Gand: chaque semaine, 25 à 30 enfants s'y rassemblent pour faire leurs devoirs avec nous et s'amuser dans le quartier.

Et... le beau temps se maintient: chaque saison aura son nouveau Pionnier.

Pionnier deviendra ton journal. Fais-le lire à tes copains et copines. Fais-nous connaître. L'été sera super si tous ces amis se retrouvent ensemble, au camp des Pionniers!



La mondialisation n'existe pas

Congrès de la CISL à Bruxelles inspiré par Petrella

Délocalisations, globalisation, le capitalisme change-t-il de nature du fait qu'il est aujourd'hui mondial ? Sur ce thème, la CISL, confédération internationale des syndicats libres qui regroupe 194 centrales dont la FGTB dans 136 pays, organise, du 25 au 29 juin, son sommet à Bruxelles.

Thomas Gounet



L'usine de Ford Genk a reçu l'exclusivité européenne de la fabrication de la Mondeo. Mais les travailleurs limbourgeois ont dû payer le prix fort : travailler certains samedis et surtout installer une équipe de nuit. Les travailleurs de Genk sont mis en concurrence avec les ouvriers du groupe dans le monde entier.

Louis est ouvrier à Ford Genk. Avec ses 12.000 camarades, il fabrique la Mondeo, la voiture mondiale. L'usine de Genk en a reçu l'exclusivité européenne au nez et à la barbe des autres unités du groupe, Dagenham (près de Londres), Cologne, Valence... Mais, pour cela, il a fallu que les travailleurs limbourgeois acceptent la flexibilité : travailler certains samedis selon les hausses de la demande et surtout installer une équipe de nuit, au mépris de la santé de ces ouvriers. Le patron pousse Louis à se battre contre ses collègues anglais, allemands, espagnols, pour arracher le contrat de production du modèle et pour le vendre à des coûts compétitifs sur n'importe quel marché. C'est pourquoi le salaire de Louis doit être le plus bas possible, sa productivité la plus élevée et sa disponibilité totale. Et, si ce n'est pas le cas, Ford menace de déplacer la production.

Que peut faire Louis ? Riccardo Petrella, ancien fonctionnaire de la CEE et nouvelle coqueluche des sociaux-démocrates de gauche, explique que la période actuelle connaît une mutation commencée il y a une vingtaine d'années, la mutation du capitalisme national réglementé vers la mondialisation sauvage (1). La CISL se précipite sur cette argumentation pour justifier sa politique de réformes de la concurrence mondiale en introduisant des clauses sociales.

Lénine, quatre-vingts ans avant Petrella

Mais cette théorie n'est pas neutre. Si la situation de Louis est la conséquence de la mondialisation de l'économie, celui-ci ne peut pas la refuser : la mondialisation est présentée comme une tendance inexorable de l'économie et, puis, on ne peut pas rester isolé, il faut faire partie du monde. Alors, il n'y a plus qu'à subir et espérer qu'il y ait une réglementation au niveau international pour corriger les excès du nouveau capitalisme sauvage. Ce que lui promettent Petrella et consorts.

Mais, l'internationalisation de l'économie n'est pas nouvelle. Déjà, en 1916, Lénine écrivait que les grands groupes capitalistes luttent entre eux en vue de la domination mondiale. Alors pourquoi aujourd'hui parle-t-on de la

mondialisation comme d'un phénomène apparu il y a vingt ans ?

En fait, c'est l'extension de ce que Lénine décrivait déjà quatre-vingts années plus tôt. Il nommait cela impérialisme, parce que les Etats capitalistes défendaient chacun leurs groupes industriels et financiers au point de contrôler pour eux des zones d'influence (des colonies) dans lesquelles ces groupes pouvaient prospérer à l'abri des concurrents.

La mondialisation, c'est la domination des multinationales à l'échelle planétaire

Aujourd'hui, quatre phénomènes complètent cette internationalisation :

1. Les marchés financiers sont globalisés et actifs toute la journée; quand la Bourse de Londres ferme, celle de New York est active; quand celle-ci s'arrête, Tokyo prend la relève; et quand Tokyo clôture à son tour, Londres ouvre.

2. Grâce aux nouvelles technologies de la communication, la circulation de l'information se déroule à l'échelle globale; un événement se déroulant à un point du globe peut être répercuté instantanément à tout autre endroit, du moment qu'il y a un équipement de télécommunications qui le permette.

3. Le capital spéculatif devient de plus en plus important; chaque jour, sur les places financières, s'échangent des devises (2) pour une valeur de quelque 1.300 milliards de dollars (près de 40.000 milliards de FB, soit cinq fois le produit intérieur brut de la Belgique).

4. L'organisation de la production des multinationales est internationalisée; l'usine de Genk produit des roues pour l'ensemble des unités

européennes de Ford; elle reçoit elle-même les composants pour la Mondeo principalement d'Allemagne.

Mais ces phénomènes reflètent essentiellement la domination de ces groupes multinationaux, plus forte encore qu'à l'époque de Lénine. Selon les estimations de l'ONU, en 1992, ceux-ci contrôlaient la production de 25 % environ du produit intérieur brut (PIB) mondial (3). Ils assuraient au moins 40 % du commerce international des pays riches (4). De même, dans le domaine financier, de trente à cinquante banques dominent le marché des changes (5).

Jamais les groupes multinationaux, qu'ils soient industriels, bancaires ou les deux, n'ont dominé autant la planète. La mondialisation dont la CISL parle est donc avant tout l'asservissement du monde entier aux intérêts des grands groupes capitalistes. Ce n'est pas une tendance naturelle inexorable, mais une recherche inexorable d'hégémonie par les groupes. C'est cette recherche qui nous amène à la compétition à outrance, à la dégradation sociale et à la guerre tout simplement.

Le monde est un village... mais sans les Africains

La mondialisation porte très mal son nom, car elle ne concerne qu'une petite partie de la planète. L'internationalisation des marchés financiers et des moyens de communication se limite aux grandes régions du globe : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie orientale. De même, l'organisation de la production par les multinationales ne concerne essentiellement que ces zones.

L'intégration de nouvelles nations

dans la compétition mondiale se réalise sur la base suivante : les pays de l'Est s'accrochent à l'Union européenne, le Mexique et le Canada aux Etats-Unis. Les pays qui ne peuvent pas en faire autant sont délaissés. C'est le cas, pour l'instant, de l'Afrique, du monde arabe et iranien et de l'Amérique centrale et méridionale. Ces régions n'ont droit qu'à la misère, qu'au chômage, qu'à la famine.

300 des 660 millions d'Africains vivent dans la plus grande pauvreté. 3,6 milliards de gens sur les 5,4 milliards qui peuplent la terre n'ont ni argent ni crédit pour acheter quoi que ce soit (6).

La mondialisation est donc un monde d'exclusion, fabriqué pour les seuls riches et capitalistes.

Les ouvriers, victimes de la concurrence capitaliste

On prétend que la mondialisation est responsable des délocalisations et autres formes de dégradation sociale. Mais, en fait, c'est la concurrence, indissociable du capitalisme, qui est à la base de tous ces maux. En détournant l'esprit des travailleurs sur un phénomène qui est réputé naturel, les capitalistes et leurs défenseurs essaient que les ouvriers se résignent à leur sort : ils doivent s'adapter à la mondialisation. En réalité, ils doivent s'adapter aux lois de la concurrence, donc au capitalisme.

Le cas de Hoover est très clair sur ce point. La multinationale américaine Maytag ferme l'unité de Dijon pour son usine écossaise, car celle-ci paie les travailleurs 18 % de moins qu'en France. La concurrence n'est pas mondiale : elle est située à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, entre deux régions industrialisées. Et c'est bien

là le problème : l'ouvrier de Genk est mis en compétition avec son collègue de Dagenham ou de Cologne pour que chacun accepte les conditions de travail les plus déplorables. Aux États-Unis aussi, l'ouvrier de Dearborn, le faubourg de Detroit où se trouve le siège social de Ford, est mis en concurrence avec son camarade de Kansas City, et maintenant avec le travailleur d'Hermosillo au Mexique.

La dégradation des conditions de travail n'a donc pour origine la mondialisation que dans la mesure où celle-ci représente la concurrence capitaliste. C'est donc contre cette dernière, et donc contre le capitalisme, que le travailleur et ses syndicats devraient se dresser.

Louis sait maintenant ce qu'il doit faire : lutter contre les conditions de travail provoquées par le capitalisme, soutenir les luttes de ses camarades ailleurs dans le monde, défendre son emploi et son outil en même temps que celui de ses collègues en Allemagne, en Angleterre, etc., se battre pour un programme anticapitaliste comme l'expropriation des actifs des patrons qui délocalisent.

1. Pour une critique approfondie des positions de Petrella, voir "Petrella engendrera-t-il un renouveau syndical ?", PTB éditions, 1994. 2. Un spéculateur achète, par exemple, du mark et vend du dollar en échange, parce qu'il pense que le cours du mark va augmenter par rapport à celui du dollar. 3. D'autres évaluent cette part à un tiers. 4. François Chesnais, La mondialisation du capital, éditions Syros, Paris, 1994, p.192. Ces statistiques sont très prudentes, d'autres ont calculé que les multinationales contrôlaient 80 % des exportations des Etats-Unis et 50 % de leurs importations. 5. On aurait pu trouver des chiffres comparables pour d'autres produits financiers. 6. Richard Barnet & John Cavanagh, Global Dream, Simon & Schuster, New York, 1994, p.16.

Les six mythes de la réglementation mondiale

Mondialiser le progrès social pour contrer les effets du capitalisme ?

Le congrès de la CISL, confédération internationale des syndicats libres à laquelle appartient la FGTB, est l'occasion pour la direction de faire passer les idées de Riccardo Petrella. La CISL souhaite la création d'une autorité mondiale, qui pourrait imposer des clauses sociales afin de réglementer la concurrence et, ainsi, «mondialiser le progrès social».

Thomas Gounet

En préparation de la discussion sur la mondialisation, l'hebdomadaire de la FGTB explique : «Si depuis ses origines le capitalisme a cherché à mettre en concurrence les travailleurs pour faire pression sur les salaires, les syndicats ont pu obtenir des avantages croissants pour les travailleurs souvent épaulés par les Etats soucieux d'unifier les conditions de travail et d'existence sur leur territoire afin d'assurer la cohésion sociale. C'est ce modèle que vient remettre en cause la mondialisation (...), non seulement parce qu'elle étend l'espace où s'exerce la concurrence, mais aussi parce qu'aucune autorité n'est à même d'imposer dans cet espace des règles assurant une réelle cohésion sociale.» (1) Sur cette base, la direction de la CISL appelle de ses vœux une telle autorité mondiale, exactement comme le demande Petrella. Celle-ci pourrait imposer des clauses sociales afin de réglementer la concurrence dans des limites acceptables et, ainsi, de «mondialiser le progrès social» (2). Ces clauses sociales concernent essentiellement la liberté syndicale et l'interdiction de pratiques sociales jugées trop scandaleuses (comme le travail des enfants). Un pays qui ne les respecterait pas serait interdit de commerce international.

Contre les excès, la CISL propose le contrôle

Pour justifier sa position, la direction de la CISL s'appuie sur six illusions majeures.

• Première illusion : la CISL fait croire que les méfaits constatés dans le capitalisme, les inégalités, les contradictions, sont des excès du système et non les conséquences des propriétés fondamentales du capitalisme même. Ainsi, les licenciements sont présentés comme l'effet du développement du capitalisme sauvage dû à la mondialisation. Alors que c'est une politique inscrite dans le système capitaliste : pour augmenter ses profits, une entreprise doit diminuer ses coûts, donc supprimer l'emploi. De même, la concurrence actuelle, qui oppose une firme belge avec son homologue polonaise qui paie ses salariés cinq à dix fois moins, est vue comme excessive. Alors que cette concurrence est indissociable du capitalisme. De tout temps, les

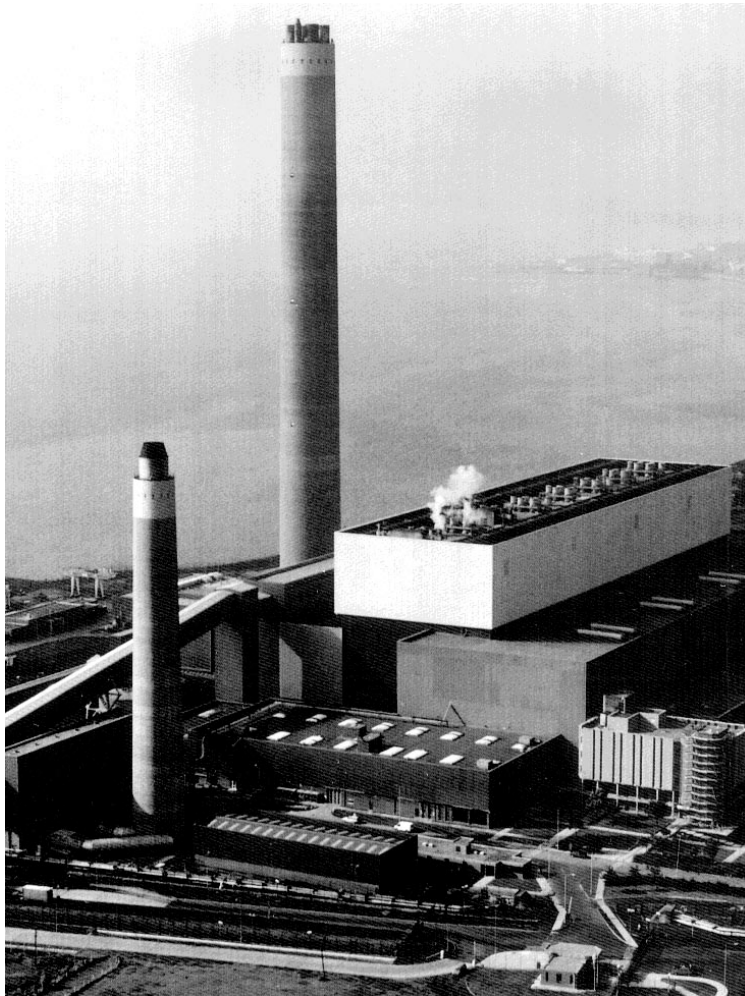
patrons ont cherché à utiliser la main-d'oeuvre la moins chère possible.

• Deuxième illusion : la CISL fait croire qu'on pourra contrôler les "excès" du capitalisme. C'est la politique de la social-démocratie depuis quatre-vingts ans. Mais quel bilan peut-on en tirer ? Prenons l'exemple du contrôle de l'électricité en Belgique. Ce contrôle a été exigé par la FGTB en 1954. A ce moment, le secteur était divisé en petites unités dispersées. On a créé le comité de contrôle de l'électricité et du gaz dans lequel patrons et représentants syndicaux siégeaient. Le secteur s'est rapidement concentré pour aboutir à une seule société Electrabel, contrôlée par le holding le plus puissant du pays, la Société Générale. Cette firme a créé une filiale, Powerfin (3), destinée à prendre des participations dans l'énergie à l'étranger. Ainsi, les organes de contrôle ont permis l'internationalisation d'une entreprise et donc la déréglementation nationale avec ses effets néfastes sur la concurrence. Le contrôle n'a rien empêché, parce que, fondamentalement dans le capitalisme, les lois du profit sont toujours les plus fortes. Si on veut y échapper, il faut développer une logique étrangère à la recherche de la rentabilité. Et celle-ci ne peut trouver qu'un aboutissement dans un autre système, le socialisme.

L'Etat est au service des capitalistes, pas des travailleurs

• Troisième illusion : l'Etat est l'instrument privilégié du contrôle. C'est une vue totalement erronée de son rôle. Dans le capitalisme, l'Etat a pour but, au contraire, la défense des intérêts collectifs des capitalistes. Ceci signifie qu'il veille à la pérennité du système capitaliste et que c'est sa fonction essentielle. C'est dans ce cadre uniquement qu'il peut réglementer : sous la pression des luttes des travailleurs, il établit quelques lois sociales afin d'éviter que les salariés poussent leurs revendications jusqu'à l'abolition du système. C'est pourquoi l'Etat ne contrôle pas les capitalistes, il essaie de contrôler et d'empêcher les mouvements sociaux.

• Quatrième illusion : un super-Etat pourrait naître afin d'exercer à l'échelle mondiale le rôle de contrôle des Etats nationaux. Cette thèse est aussi absurde que la précédente. Non seulement cha-



L'exigence de contrôler le secteur de l'électricité en Belgique a abouti à la création d'Electrabel, qui a créé une filiale, Powerfin, pour conquérir le marché étranger. Electrabel a pu ainsi acquérir la centrale électrique de Kilroot en Irlande du Nord (photo). Ainsi, les organes de contrôle ont permis l'internationalisation d'une entreprise et la déréglementation nationale...

que l'Etat défend les capitalistes face à sa classe ouvrière, mais il protège "ses" patrons face aux concurrents étrangers. Ainsi, lorsque les constructeurs automobiles japonais prennent trop de parts de marché aux États-Unis, le président de Ford téléphone à la Maison Blanche pour lui demander d'intervenir. C'est à l'instigation des constructeurs américains que George Bush, à l'époque président des États-Unis, s'est rendu au Japon, en janvier 1992, pour défendre l'automobile américaine contre le Japon. Le capitalis-

me est fondé sur la concurrence à outrance. Et chaque Etat est disposé à utiliser les armes si c'est nécessaire. Par le passé, les deux guerres mondiales ont montré cela avec évidence.

Les clauses sociales sont du protectionnisme déguisé

Cinquième illusion : les clauses sociales sont la base de cette réglementation mondiale de la

concurrence. C'est absurde. Aucune clause sociale n'empêchera la concurrence capitaliste de s'exercer. Elle peut entraver les importations en Europe de produits du tiers-monde, car ceux-ci contiennent du travail salarié mal rémunéré. Mais ces importations sont très faibles pour l'Europe. Par contre, rien n'est prévu pour une multinationale qui fait jouer la concurrence entre deux de ses usines pour faire accepter à chacune d'entre elles les conditions de travail les plus déplorables. La direction de General Motors décide de fermer, à partir de 1991, 21 usines aux États-Unis mêmes. Elle dit à chaque unité : acceptez la flexibilité, sinon je ferme. Conséquence de cette politique : les salariés travaillent 57, voire 60 heures par semaine. Contre ce genre de situation ou d'autres comme les délocalisations (comme Hoover), les clauses sociales sont totalement inefficaces.

• Sixième illusion : défendre les clauses sociales, c'est vouloir la mondialisation du progrès social. Si les importations du tiers-monde sont faibles pour l'Europe, par contre, elles sont très importantes pour chaque pays pauvre. Les entraver comme veut le faire la CISL, c'est condamner ces pays à la pauvreté et à l'exclusion forcée. Les clauses sociales s'apparentent ni plus ni moins à du protectionnisme. Elles sont d'ailleurs soutenues par deux Etats les plus puissants, les États-Unis et la France, dans le but de protéger les capitalistes américains et français. Les clauses sociales participent à la mondialisation, mais à celle des multinationales qui voient ainsi éliminés des concurrents du tiers-monde. Certainement pas à celle du progrès social.

1. Syndicats, 3 mai 1996. 2. Syndicats, 3 mai 1996. 3. Elle appartient en fait à Tractebel, l'actionnaire d'Electrabel pour le compte de la Générale.

358 milliardaires ont un revenu équivalent à 45 % de la population mondiale

Le programme de la CISL sur la mondialisation économique revient à renforcer le système capitaliste. En effet, il vise à imposer au capitalisme des règles sociales qui devraient lui permettre de mieux fonctionner.

Mais, les salariés ont-ils intérêt à défendre un système qui les exploite, qui les fait crever au boulot pendant que 35 millions d'autres, dans les 27 pays les plus riches, attendent dans les files de chômage. Un système qui est fondé sur des inégalités gigantesques. Sur base du périodique américain Forbes, on

peut calculer que 358 milliardaires dans le monde disposent d'un revenu équivalent à ce que gagnent 45 % de la population mondiale (1).

Un système qui est plongé dans une crise dans laquelle il n'est pas prêt de sortir. D'un côté, chaque entreprise augmente ses capacités pour vendre davantage, car plus elle vend, plus ses profits seront élevés. Donc la production a tendance à s'accroître. D'un autre côté, elle supprime du personnel. Dès lors, le pouvoir d'achat des salariés diminue. Ainsi, la consommation a tendance à se réduire. Et la crise de surproduction

s'aggrave.

Dans ces conditions, la question est de savoir quel projet de société convient le mieux aux travailleurs. Il est clair que ce n'est pas le capitalisme. Il faut, au contraire, un système qui garantisse à chaque salarié un travail et donc un revenu. Un système fondé sur le respect des droits des travailleurs et non sur l'abrutissement au travail. Un système qui produit pour les besoins de la population et non pour le profit. En d'autres termes, un système socialiste.

(1) Syndicats, 3 mai, p.9.

Les États-Unis ne sont plus seuls maîtres à bord

Lutte pour le contrôle de l'Otan entre l'Europe et les États-Unis

Les pays européens exigent une indépendance de plus en plus grande au sein de l'Otan. Pendant le sommet de l'Otan des 3 et 4 juin à Berlin, les États-Unis ont dû céder à la pression du bloc européen, entraîné par le tandem franco-allemand. Il a été décidé qu'indépendamment des Américains, l'Europe peut entreprendre des opérations militaires.

Serge Thiry

La France a réintégré la structure militaire de l'Otan, le 5 décembre 1995. Les Français ont associé à leur retour l'exigence «que l'identité européenne soit visible aussi bien politiquement que militairement au sein de l'Alliance.» (1) A la veille du sommet de Berlin, le ministre français des Affaires étrangères, de Charette, a exigé que l'identité européenne «ait un caractère durable, visible et opérationnel» au sein de l'Otan. Pour lui, l'Europe doit disposer de «modalités de planning et d'entraînement propre et d'un commandement propre. La décision politique et le contrôle stratégique des opérations doit être fondé sur l'Union de l'Europe Occidentale.» (2)

Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères, a fait savoir au même moment : «Nous devons renforcer la capacité de l'Europe à passer à l'action. Pour ce faire, les structures militaires de l'Alliance doivent aussi être disponibles pour

des missions sous commandement européen.» (3)

La France et l'Allemagne exigent donc que la structure de commandement, la communication et les moyens logistiques de l'Otan, soient placées entre les mains de l'Europe en cas d'opérations militaires autonomes.

Les États-Unis craignent une scission de l'Otan

Cette exigence a suscité pas mal d'opposition de la part de l'establishment militaire américain. Le commandant en chef américain de l'Otan, Joulwan, aurait même menacé de démissionner parce que des forces armées européennes «conduiront à terme à une scission de l'Otan.» (4) Les États-Unis exigeaient le contrôle de chaque phase des opérations militaires. (5) Les contradictions aiguës ont été provisoirement aplanies par l'accord selon lequel le conseil de l'Otan doit donner



Troupes allemandes à un exercice de l'Otan. Le ministre allemand des Affaires étrangères annonce les ambitions militaires européennes : «ne plus appeler nos amis américains chaque fois que quelque chose va mal quelque part.»

son approbation politique à toute intervention européenne autonome. Mais la lutte se poursuit sans désemparer. Les pays européens veulent que la décision, prise à Berlin en décembre 1995, soit rendue opérationnelle.

Pour Kinkel, l'objectif est déjà clair : «A long terme, il n'est ni dans l'intérêt européen ni dans l'intérêt américain d'appeler à l'aide nos amis américains chaque fois que quelque chose va mal quelque part.» (6) En d'autres

termes : à l'avenir, nos concurrents américains ne doivent plus se mêler de l'Europe. Un message qui n'a pas échappé aux amis américains. Après la réunion de Berlin, un diplomate américain a déclaré : «Je ne peux pas imaginer une situation dans laquelle les Américains ne se sentiraient pas impliqués. Si une menace réelle se produit où que ce soit dans le monde, nous y serons.» (6) En langage non diplomatique : nos concurrents allemands doivent

savoir que nous ne nous laisserons pas disputer notre pouvoir. Pour défendre la paix en Europe et dans le monde, nous ne devons pas seulement exiger la dissolution du pacte de l'Otan mais aussi empêcher que l'armée européenne sous domination allemande voie le jour.

1. Revue de l'OTAN, janvier 1996, p.16 2. Le Monde 2 juin 1996. 3. Courrier de l'Otan, mai 1996, p.10. 4. Le Monde, 1 juin 1996. 5. Le Monde 4 juin 1996. 6. International Herald Tribune, 4 juin 1996.

La grève de la faim s'étend à toutes les prisons turques

Le ministre de la Justice ordonne l'arrestation des familles et des dirigeants syndicaux

Diane Vangeneugden

Des milliers de prisonniers politiques font une grève de la faim contre les mesures du ministre fasciste de la Justice, Agar. Dans une note aux directions des prisons, il a ordonné une application stricte des lois de détention. Conséquences : une répression accrue contre les prisonniers et leurs familles et l'ouverture de cellules d'isolement, appelées aussi mortuaires.

«Lorsqu'Agar était chef des servi-

ces de sécurité, le nombre d'assassinats par l'appareil d'Etat a atteint un sommet historique. Je pense qu'il se prépare maintenant à briser à nouveau ce record... dans les prisons.» (1) Ce sont les mots d'un journaliste bourgeois du quotidien *Cumhuriyet*.

Agar a commencé sa carrière dans les services de sécurité et comme directeur de police dans diverses provinces. Il a été formé aux États-Unis pour des missions spéciales de police dans les années 70. A partir de 1988, il a été successive-

ment chef de la police à Ankara, Istanbul, et gouverneur de la province d'Erzurum. Il est surnommé depuis le boucher d'Istanbul. En 1992, il a été nommé chef de la police de toute la Turquie. L'ex-premier ministre Ciller a demandé à Agar de figurer sur sa liste pour les élections législatives de décembre 1995. Il est ensuite devenu ministre de la Justice.

La grève de la faim s'est étendue à presque toutes les prisons de Turquie. Elle est soutenue par des

organisations non gouvernementales, des syndicats, des partis et des organisations professionnelles. L'état de santé des grévistes se dégrade rapidement. Certains sont à l'article de la mort. Mais Agar ose encore dire : «Il n'y a pas de tension dans les prisons. Une prison est une prison et sert à punir les gens. Les grévistes exigent la suppression des règles, et c'est impossible. La grève de la faim doit s'arrêter. Nous ne voulons faire souffrir personne. Mais nous imposons des règles et nous

n'accepterons pas que quelqu'un les enfrenne.» (1)

A Istanbul, les présidents régionaux de l'organisation des droits de l'homme IHD et de l'organisation d'avocats CHD ont été arrêtés dans un bureau de poste alors qu'ils envoyaient des télégrammes de protestation à Agar. Devant la prison de Bayrampasa, des familles ont été arrêtées ainsi que les présidents des fédérations syndicales Hava-Is et Genel-Is.

1. Turkish Daily News, 10 juin 1996.

Palmarès d'une police fasciste

Lorsqu'il était chef de la police à Ankara et à Istanbul durant les années 80, Agar est responsable d'innombrables exécutions sommaires d'opposants, de l'interdiction d'organisations démocratiques, d'arrestations de journalistes. Le 31 janvier 1990, le quartier pauvre d'Küçük Armutlu à Istanbul est encerclé par des centaines de policiers et de soldats : maisons

détruites, habitants arrêtés. Le 16 février 1991, Ali Rıza Erdogan est jeté de la fenêtre du quatrième étage du bureau de police de Beyoğlu. Il meurt.

La répression policière s'intensifie lorsqu'Agar devient chef de police de Turquie. Quelques exemples : 60 morts et 300 blessés lors d'une attaque contre la ville de Lice le 21 octobre 1993; deux écoliers écri-

sés par une voiture de la police le 17 décembre 1993; attentat à la bombe contre les bureaux du journal progressiste Özgür Gündem à Ankara, le 27 janvier 1994; trois cadavres retrouvés criblés de balles à Diyarbakir le 9 avril 1994; le bourgmestre du village Bilkli Muslim Kovun meurt après 20 jours de détention en octobre 94, sa maison est incendiée; massacre

(12 morts, surtout des jeunes) effectué par la police dans le quartier pauvre de Gazi Osmanpaşa à Istanbul, en mars 95; mort sous la torture d'une femme de 52 ans, mère de six enfants, le 6 décembre 1995.

Et encore : 124 morts lors de rafles policières, 22 morts suite à des tortures, 8 journalistes assassinés et 55 arrêtés, des dizaines d'exécu-

tions sans jugement, présentées comme des «suicides», dans les prisons. Des prisonniers ne sont pas autorisés à assister à leur procès, et leurs avocats ne sont pas informés du jugement.

La Turquie a pourtant signé toutes les conventions imaginables sur la protection des «droits de l'homme» ! La «démocratie turque» est en fait une terreur d'Etat fasciste.

L'Otan satisfaite du général Lebed

Le "nationaliste" joue la carte de l'Otan aux élections russes

Au premier tour des élections présidentielles en Russie, Alexandre Lebed a recueilli 15 % des voix, arrivant ainsi à la troisième place. Pour s'assurer son soutien et remporter le deuxième tour, Eltsine l'a nommé à la tête du Conseil de sécurité. Qui est Lebed et pourquoi l'Otan se réjouit-elle de son ascension ?

Jef Bossuyt

Alexandre Lebed, 46 ans, a commencé sa carrière chez les parachutistes où il est rapidement devenu l'adjoint du commandant Gratchev. Son premier acte politique fut son rôle décisif dans le coup d'État d'Eltsine en août 1991. Ses troupes ont encerclé le parlement et protégé Eltsine, qui s'est hissé sur l'un de leurs chars pour annoncer qu'il ne reconnaissait plus l'autorité de l'Union soviétique. Après la dislocation de l'Union soviétique, les dirigeants des républiques scissionnistes ont eu de plus en plus recours au nationalisme et ont réprimé les minorités. L'ancienne amitié entre les peuples a cédé la place à des conflits ethniques sanglants. Dans le nord de la Moldavie, les habitants russophones ont exigé la création d'une république indépendante. En juin 1992, Lebed s'est rendu sur place et a réglé le conflit de manière militaire. La république ethnorusse de Pridnestrovie est devenue réalité. Lebed est devenu général de la quatorzième armée. Il avait acquis l'image d'un homme fort, protecteur des intérêts nationaux russes.

Ardent anticommuniste et admirateur de Pinochet

La position d'Eltsine en Russie restait faible, notamment parce qu'il ne disposait pas de sa propre structure politique. Le secrétaire du Conseil de sécurité d'Eltsine (le véritable centre du pouvoir en Russie), Youri Skokov, s'est chargé de cette tâche en 1992. Il a créé des sections locales sur l'ensemble du territoire (1), puis un parti politique. Pour s'assurer des voix, il a recruté le général Lebed. Leur programme économique s'appuie sur les thèses de Milton Friedman et de ses



Le général Lebed, le nouveau patron du Conseil de sécurité d'Eltsine annonce la guerre contre les communistes : «Le communisme c'est la souffrance et des victimes. Le Parti communiste n'a jamais voulu reconnaître ses crimes. La Russie ne supporte plus des expériences inhumaines», déclare-t-il.

«Chicago Boys» : liberté absolue de l'entreprise, contre toute ingérence de l'Etat. Pour garantir cette liberté de l'entreprise, ils veulent un Etat fort de type tsariste. Lebed est d'ailleurs un admirateur du général Pinochet, qui après son coup d'État a utilisé le Chili comme banc d'essai pour les idées de Friedman.

A la veille des élections de décembre 1995, Youri Skokov s'est rendu aux États-Unis. (2) Son parti est un échec, mais Lebed est député. Des conseillers occidentaux lui ont forgé une image de soldat honnête un peu rude qui saura enfin mettre fin à la criminalité et à la corruption et rétablir l'honneur national de la Russie. Cela lui a valu 15 % des voix au premier tour des présidentielles. Aujourd'hui, Lebed assume la direction du Conseil de sécurité d'Eltsine, doté de nouveaux pouvoirs spéciaux : «Le conseil de sécurité est organisé de manière rigoureuse sous la direction d'un centre et d'un service d'information unifié.» (3) Une campagne anticommuniste s'est développée. «Le communisme c'est la souffrance et des victimes, déclare Lebed. Le Parti communiste n'a jamais voulu reconnaître ses crimes. La Russie ne supporte plus des expériences inhumaines.» (3) Nina Andreieva, secrétaire générale du Parti communistes des Bolcheviks d'Union soviétique lançait un avertissement la semaine dernière : «Les prétentions de Lebed à occuper le sommet de la hiérarchie du pouvoir témoi-

gnent de la tendance croissante vers la militarisation des structures politiques en Russie.»

Injection financière en faveur du camp pro-Otan

A la fin mai, Eltsine était en mauvaise posture et risquait de perdre les élections. Une campagne coûteuse, de grande envergure pouvait encore le sauver. James Wolfensohn, banquier américain et directeur de la Banque mondiale, s'est rendu à Moscou. Il a accordé à Eltsine un prêt à des conditions intéressantes en commentant : «Les réformes en Russie avancent bien, Eltsine gagnera les élections.» D'ici la fin du mois, la Russie aura reçu 6,5 milliards de dollars de la Banque mondiale. (4) «Eltsine se comporte comme un mendiant face au FMI et aux États-Unis», écrit la *Nezavisimaja Gazeta* indignée. (5) Pour ces crédits, la Russie paiera le prix fort. Début juin, le sommet de l'Otan à Berlin a discuté de l'extension de l'Alliance à la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie. Le ministre russe des Affaires étrangères Evgeni Primakov ne s'y est plus opposé. Pour ne pas choquer les électeurs, cette ouverture ne se fera pas cette année. (6) Au printemps prochain, un sommet de l'Otan désignera les nouveaux candidats-membres. (7) Les armes nucléaires de l'Otan pourraient alors être installées en Europe de l'Est, près des frontières russes, et les

armes nucléaires soviétiques seront démantelées en Ukraine au début juin 1997. (8) La route vers la Russie est ainsi ouverte. Qu'entreprendra le "nationaliste" Lebed contre cette évolution ? Rien. Il l'a fait clairement savoir lors d'une rencontre entre le président Clinton et des personnalités de l'opposition, en avril dernier. Lebed fut le seul à répondre négativement à la question de Clinton : «Je présume que tout le monde ici est opposé à l'extension de l'Otan en Europe de l'Est ?» (9) En ce qui concerne la Tchétchénie, Lebed avance la proposition suivante : «Évacuer la population russe de Tchétchénie et faire voter les Tchétchènes sur l'indépendance.» (10) En détachant la Tchétchénie de la Russie, ce "nationaliste" laisse libre jeu aux compagnies pétrolières ouest-européennes dans le Caucase et aux rebelles, leurs porte-parole politiques et militaires. On ne s'étonnera donc pas que «des diplomates à l'Otan se montrent satisfaits du résultat des élections en Russie.» (11) Lebed s'avère donc être le joker dans le scénario de l'Otan. Mais les électeurs russes l'entendront-ils de cette oreille ?

1. Keesings Historisch Archief, mars 93. 2. Moskovski Novosti, 8 octobre 1995. 3. TV-nieuws ORT, 18 juin 1996. 4. Moskovski Novosti Biznes, 26 mai 1996. 5. Nezavisimaja Gazeta, 24 avril 1996. 6. Moskovski Novosti, 16 juin 1996. 7. Time, 17 juin 1996. 8. International Herald Tribune (IHT), 8 juin 1996. 9. IHT, 20 juin 1996. 10. IHT, 19 juin 1996. 11. NRC-Handelsblad 18 juin 1996.

AGENDA

Clabecq

Samedi 29 juin, à partir de 17 h
Barbecue "Solidarité avec les Forges de Clabecq". Avec une visite de la région à 17 h et à 18 h. Ecole Communale, Rue Jean Wautrequin, 1480 Clabecq. Prix des repas : 250 F, enfants 150 F. Org : PTB et Médecine pour le Peuple "La Clé". Info et réservations : 02/513.77.60.

Ecaussines

Samedi 29 juin, 15 h 30
Un poète et un auteur contre l'extrême droite, avec Denys-Louis Colaoux et Manuel Abramowicz. Jean Larock, journaliste Le Peuple, modérateur.
17 h : Vivos vovo en concert. Org : Front antifasciste du centre. Tél : 067/49 02 14.

Seraing

Judi 27 juin, 17 h
Le Dr. Lieve Dehaes, soutenue par ses patients de Médecine pour le Peuple, a décidé de passer outre l'interdiction professionnelle de 15 jours, décrétée par l'Ordre des médecins et le tribunal.
Consultation "ouverte" à la maison médicale, rue C. Lemonnier 171, 4100 Seraing.

Vendredi 28 juin, 19 h

Barbecue des cheminots, en soutien à Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 171, 4100 Seraing.

Samedi 29 juin, 19 h

Clôture des 15 jours de résistance de Médecine pour le Peuple, Grand barbecue.
Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 171, 4100 Seraing.
Renseignements : 041/37.70.41.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 29 juin. Entrée libre.
EXPOSITION DE TRAVAIL
L'art du montage de
John Heartfield
28 juin, de 17 à 20 heures
29 juin, de 10h30 à 18 h. Entrée libre.
Organisée par la
LIBRAIRIE INTERNATIONALE.
Foire du Livre ancien et
d'occasion
Livres de vacances

29 juin, à 18 heures. Entrée libre.
Apéritif Poétique
Les poètes et l'amour
Alodia ALVAREZ, Roger AVAU,
Giovanna CATELLI, Jacques DEMAUDE,
Viviane DE MOL, Lieve DESMEDT,
Jean DUMORTIER, Laurent d'URSEL,
Arianne FRANCOIS-DEMEESTER,
Ciril GLADINEZ, Bernard GODEFROID,
Marcel HENNART, IRADJ,
Bila KWANDULA, Marie LAURENT,
Jean-Marie LUFFIN, Sonja NYS,
Miguel PAEZ, Myriam PREVOT,
Ben REYNERS, Nemesio SANCHEZ,
Joaquin SILVA, Stefaan VANDENBREMT,
Martine VANDERHEYDEN,
Nicole VAN OVERSTRAETEN,
Tamara VERCRUYSSSEN.

Le Centre International
- le secrétariat, le Café et la Librairie -
sera fermé
pendant le mois de juillet.
La programmation recommence
le samedi 14 septembre.

EN BREF

Pérou

Un mai rouge vif grâce à Sendero Luminoso

La révolution armée au Pérou a fêté son seizième anniversaire par des attentats à la bombe contre des multinationales, des actions de sabotage à Lima et à l'intérieur du pays, des attaques contre des casernes militaires, des confrontations avec l'armée et la diffusion de milliers de drapeaux du parti communiste partout dans la capitale Lima.

L'hebdomadaire péruvien Caretas écrivait le 23 mai : «Sendero Luminoso a surmonté la défaite que constituait l'emprisonnement de la direction du parti et gagne à nouveau des forces. De nouveaux membres s'engagent, reçoivent un entraînement et se lancent dans l'action.» Manifestement, le Parti communiste du Pérou est en bonne santé. Heureux anniversaire !

Sendero Luminoso contre Shell-Mobil

Le 16 mai, un commando du Parti communiste du Pérou a fait exploser des bombes dans l'entreprise de la multinationale anglo-néerlandaise Shell-Mobil. Les dégâts matériels sont considérables. Cet attentat est intervenu quelques heures après la signature d'un contrat entre Shell-Mobil et le régime Fujimori accordant à la multinationale une concession de quarante ans pour l'exploitation des champs gaziers de Camisea. Par son action, Sendero a voulu protester contre le bradage des richesses du Pérou au profit de l'étranger. (El Diario Internacional, mai 1996)

Le pilote du président : un narcotrafiquant

Le 10 mai 1996, un nouveau scandale a éclaté au Pérou qui confirme l'implication de l'entourage du président Fujimori dans le trafic international de stupéfiants. La police antidrogue a découvert 170 kilos de cocaïne à bord d'un avion des forces armées péruviennes qui s'apprêtait à partir pour Moscou. Le pilote était Luis Escarcena Ishikawa, proche confident du président et son pilote attitré. (El Diario Internacional, mai 1996)

Nicaragua

33 partis : un seul programme

Les partis et coalitions nicaraguayennes avaient jusqu'au 27 mai pour s'inscrire sur les listes des élections nationales du 20 octobre. 33 partis se sont présentés. Ils promettent tous la même chose : création d'emplois, hausse de la production, baisse de la criminalité, bannissement de la pauvreté et de la corruption... Les sandinistes proposent l'ancien président Daniel Ortega comme candidat. Mais celui qui a le plus de chances de remporter les élections, c'est Arnoldo Alemán, le bourgmestre d'extrême droite de la capitale Managua. En moins de dix ans, la capitulation sandiniste a ouvert la voie à un retour du somozisme, variante nicaraguayenne du fascisme.

Salvador

La révolution couve

Des informations du Salvador font état de l'apparition de plusieurs nouveaux mouvements de guérilla. Pour le moment, il s'agit encore de groupes qui opèrent indépendamment. Au moins six groupes ont annoncé publiquement leur existence. (Communist Action, mai 1996).



Deux grévistes de la faim : «Nous préférons mourir dans la dignité plutôt que crever en silence.»

Grève de la faim à Lille

Les familles immigrées exigent la régularisation

Sept familles d'origine guinéenne, zairoise ou algérienne, ont entamé une grève de la faim illimitée, le 7 juin. Depuis plus de trois ans, la préfecture du Nord, violant la loi, refuse de leur délivrer une carte de séjour.

Didier Porthaut, correspondant

Selon la loi française, ces parents d'enfants français ont droit à la régularisation. Mohamed Touré, porte-parole du comité pour la régularisation des parents étrangers d'enfants français témoigne. «Nous avons effectué des démarches pour régulariser nos situations. Mais depuis deux ans pour les uns, trois à quatre pour les autres, une réponse favorable définitive se fait attendre. La préfecture nous délivre tantôt une convocation, tantôt une

autorisation provisoire de séjour d'une validité maximum de deux mois. A chaque fois, on nous demande un ou deux papiers pour compléter nos dossiers. On nous demande aussi de légaliser un papier, à l'ambassade de France dans notre pays ou à l'ambassade de notre pays en France. La première répond que ce n'est pas de sa compétence, tandis que la seconde accepte de légaliser nos papiers mais la préfecture refuse cette légalisation étrangère... Cette situation est insupportable.

Sans carte de séjour, nous n'avons pas le droit de travailler, nous n'avons pas de ressources, pas d'accès aux aides sociales. Nous ne pouvons pas nous soigner, nous loger, manger à notre faim. La situation est catastrophique et nos enfants souffrent. Voilà pourquoi nous avons décidé d'effectuer une grève de la faim illimitée. Quelle qu'en soient les difficultés, nous les supporterons. Nous préférons mourir dans la dignité plutôt que crever en silence à cause de la politique inhumaine de la France.»

Vos messages de solidarité sont les bienvenus au Comité pour la régularisation des Parents Etrangers d'Enfants français, M.N.E., 23, Rue Gosselet, 59000 Lille, France. Tél. : 00-33-20 85 26 86.

Accord France - USA sur le monopole nucléaire

L'arrêt des essais nucléaires n'est qu'un trompe-l'oeil

Serge Thiry

Récemment, des manifestants de Greenpeace ont organisé une action de protestation devant le port de Shanghai contre la poursuite des essais nucléaires chinois. Pourtant, le nombre des essais nucléaires chinois représente à peine 4,1 % de ceux menés par les Etats-Unis. Et l'arsenal chinois est cinquante fois plus réduit. En outre, on a bien vu ce mois-ci encore que les pressions exercées par les USA pour que les

autres puissances nucléaires arrêtent leurs essais, ne servent en réalité qu'à garantir leur propre supériorité et celle de leurs alliés.

Le 4 juin, les Etats-Unis et la France ont d'ailleurs signé un accord secret de coopération scientifique étroite quant aux armes nucléaires. Par ces accords, les Etats-Unis placent leur technologie de pointe à la disposition de la France et de la Grande-Bretagne. Cette technologie permettra de remplacer les essais nucléaires par des

simulations sur ordinateur. Par là, on cherche à maintenir son propre arsenal au meilleur niveau. Même après la signature éventuelle d'un traité d'arrêt des essais. Washington mise ainsi sur son avance technologique pour acquérir un contrôle sur les armes de Paris.

Christopher Paine, expert nucléaire du Natural Resources Defense Council, a judicieusement déclaré que de tels accords et un éventuel traité à venir, bannissant tous les essais nucléaires, créent manifeste-

Chinois plus civilisés

Selon Greenpeace, les autorités françaises ont beaucoup à apprendre de leurs collègues chinois. Un nombre d'activistes de l'organisation écologiste partis en Chine pour protester contre un nouvel essai nucléaire s'étaient vu interdire l'accès au port de Shanghai, mais la police chinoise ne les avait par ailleurs plus inquiétés. «La police et les militaires chinois nous ont traité avec gentillesse, acceptant nos tracts antinucléaires». Lorsque Greenpeace a protesté contre les essais nucléaires français à Mururoa, leur bateau a été intercepté par les autorités françaises alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales et l'équipage avait été arrêté. (De Morgen, 17.6.96)

Tziganes discriminés

«En Bosnie, la Croix Rouge, Médecins sans Frontières et les organisations humanitaires de l'ONU excluent systématiquement les tziganes de toute aide en les abandonnant à leur sort. Leur situation est plus tragique que celle des habitants des quartiers miséreux en Afrique.» C'est la conclusion d'un rapport du Conseil de l'Europe. Avant la guerre, la Bosnie comptait 60.000 à 100.000 tziganes. A présent, 40.000 d'entre eux sont des réfugiés. La Bosnie refuse de les reconnaître comme minorité, statut dont ils bénéficiaient auparavant. Les 300.000 tziganes qui vivaient dans l'ancienne Yougoslavie avaient pour la plupart un domicile fixe et ils étaient parfaitement intégrés. (NRC-Handelsblad, 12.6.96) Aujourd'hui, la Yougoslavie reste une poudrière suite à la division du pays en "territoires purs sur le plan ethnique". C'est un scandale que des organisations humanitaires prétendent "neutres" entérinent cette situation !

«Ils nous ont accueillis à bras ouverts !»

Des élèves de Bruxelles manifestent avec les ouvriers de Clabecq

Mathieu et Joaquim en balade vendredi aux abords du parlement européen. Soudain, leurs yeux tombent sur les tristement célèbres chevaux de frise : "Tiens, tiens, il y a de la manif dans l'air..."

Gilles Martin

Nos deux compères comprennent vite : ce 14 juin, les ouvriers de Clabecq viennent manifester devant le siège de l'Union européenne. Ils sont 800. Nos deux amis ont alors un réflexe : foncer à l'école. Il faut aller chercher les autres élèves pour soutenir cette manifestation. Laure Anne se souvient : «Je sortais des cours pour fumer une cigarette et Mathieu et Joaquim m'ont appelé en me disant que les ouvriers de Clabecq manifestaient dans le coin. Cela me semblait important d'y participer, alors j'y suis allée avec quinze élèves de l'école. On a été à l'école Jacquemain et de là, cinq ou six élèves nous ont rejoints. Bref, on était vingt étudiants à rejoindre la manif.» Je leur demande comment ils ont fait. Ce n'est pas tous les jours que des élèves sortent pour soutenir des ouvriers.

Vinciane, déléguée de l'école Janssens, nous explique : «Il fallait y aller d'office et mobiliser le plus d'étudiants possible. Dans ce genre de situation, il faut être nombreux, car s'il n'y avait que deux étudiants, uniquement de Rebelle, cela perdait de son impact. J'ai essayé de mobiliser les gens en leur expliquant qu'il fallait montrer sa solidarité. Il fallait réagir et tous ensemble. Et tout cela en cinq minutes ! C'est important de lutter contre toutes les formes d'austérité. Avec les ouvriers aussi, sinon quand on aura l'âge de travailler on sera dans la merde.»

Ces jeunes comprennent que le mouvement étudiant et la lutte des travailleurs de Clabecq ont des points communs. Ces derniers luttent contre les pertes d'emplois, contre la crise du système capitaliste. Les étudiants commencent également à se rendre compte qu'il n'y a guère d'avenir dans cette société : chômage massif et crises, telles sont les perspectives. Les deux parties ont aussi le même ennemi : le patronat essaye pour des raisons de compétitivité de fermer Clabecq. Le patronat essaye de réformer l'enseignement pour mieux l'adapter à sa logique de réaliser le profit maximum. Pierre Beussart, le président de l'Union des Entreprises Wallonnes (UWE), félicite le PS pour sa "bonne" gestion du dossier de l'enseignement. C'est clair.

Je me pose quand même la question : «En allant à cette manif, est-ce qu'on ne se mêle pas de ce qui nous regarde pas ?» Vu la façon dont les travailleurs de Clabecq ont



Etudiants rejoignant une manifestation des ouvriers de Clabecq. Le duo de choc de l'été !

accueilli les jeunes, cela ne semble pas être le cas. Ecoutons Laure Anne : «Quand on est arrivé, c'était hyper exaltant, ils étaient vraiment chaleureux, ils nous ont accueillis, ils nous ont pris dans leurs bras. On avait l'impression d'être importants pour eux. Eux aussi pensent que le mouvement dans l'enseignement doit se généraliser. C'est un problème de société. La lutte dans l'enseignement, c'est la pointe du dard. Plein de gens en ont ras le bol : il faut se battre !»

La réaction aussi vive des jeunes prouve que quelque chose a changé dans leur esprit. Cette lutte qui dure déjà depuis des mois laisse des traces indélébiles : «Avant, quand on parlait de la classe ouvrière, des Forges de Clabecq, il y avait un mépris incroyable pour les ouvriers. On entendait des phrases du style : on ne veut pas des ouvriers dans notre mouvement. Maintenant, quand on parle des ouvriers, c'est l'enthousiasme.» Alors, la lutte, ça ne sert à rien, madame Onkelinx ? Madame la ministre, nous comprenons que cela ne fait guère votre affaire. Des étudiants ont appris à voir plus loin que les murs de l'école. La lutte est fort utile : les jeunes ont ouvert les yeux sur le monde qui les entourait. C'est une expérience qui apprend plus que des années et des années d'école. «Ma conception de la classe ouvrière n'existait pas. Je ne pensais rien du tout de la classe ouvrière. Aujourd'hui, je me suis réveillée», me dit Vinciane. Et là voilà dans la rue avec les Forges ! «On est toujours content de voir les ouvriers à nos manifestations, poursuit Vinciane. Cependant, j'avais l'impression qu'on disait trop souvent "oui, oui, on les soutient", mais qu'on ne le montrait jamais. Ici, c'était enthousiasmant, car c'était nous qui allions vers eux ! C'était

enfin montrer que la solidarité ne fonctionne pas que dans un seul sens.»

Lors de la discussion avec Vinciane et Laure Anne, une question me vient à l'esprit : «Mais finalement pourquoi accorder autant d'importance à la classe d'ouvrière ?» Joaquim pose la question crûment : «Le but est de sensibiliser le maximum de gens à notre lutte, mais tant qu'à faire, qu'est-ce qui est le plus important, la solidarité avec les coiffeurs ou avec les ouvriers ?» Ensemble, nous cherchons des réponses.

Laure Anne reconnaît : «C'est une classe qui est fort méprisée en général, mais je vois qu'ils sont des gens comme tout le monde.»

Vinciane trouve qu'il faut attirer le maximum de gens dans la lutte contre Onkelinx ; la classe ouvrière ne doit pas forcément être la priorité. Chacun est le bienvenu.

Joaquim a son opinion : «La présence des ouvriers est plus importante. Pourquoi ? Qui fabrique les ciseaux du coiffeur ? Ce sont les ouvriers qui sont à la base de tout. Si les ouvriers débrayent, le gouvernement va franchement paniquer car c'est toute la base du système capitaliste qui est ébranlée. Mais je ne dis pas que les employés, les fonctionnaires, etc., ne sont pas importants.» Pour Joaquim, la classe ouvrière joue un rôle primordial : «Je pense que les ouvriers ont effectivement un rôle d'avant-garde. Mais je pense que les étudiants ont aussi un rôle à jouer parce qu'ils représentent l'avenir, c'est eux qui représentent la société de demain et donc le duo ouvriers-étudiants est une union fondamentale pour nos luttes à venir.»

Dans notre société, c'est l'exploitation des ouvriers qui est la source des profits des patrons. Tout est mis au service de cette logique. Y

compris la réforme de l'enseignement. Les ouvriers vivent chaque jour l'exploitation. Il sont donc, à fortiori, beaucoup plus radicaux que les coiffeurs. On peut ainsi plus compter sur les ouvriers dans la lutte.

D'un autre côté, la lutte des enseignants et des étudiants a renversé le rapport de force. Le

gouvernement n'a pu lancer son attaque contre la Sécu. Il ne pouvait se permettre de déclencher une deuxième lutte d'envergure. Cela devenait trop dangereux. Toutes nos luttes sont liées. La bourgeoisie tremble quand elle voit les jeunes partir à la rencontre des ouvriers. Nous ne la rassurons pas : «Ce n'est qu'un début...»

2 mois, c'est long... Que faire ?

Avec Rebelle, pas le temps de t'ennuyer ! Nous avons plusieurs activités à te proposer d'ici septembre. Alors, prends ton stylo et inscris-toi au plus vite ! Pour plus de renseignements, tu peux recevoir les dépliants de chaque activité à notre secrétariat. Bon à renvoyer à Rebelle, 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.77.60.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

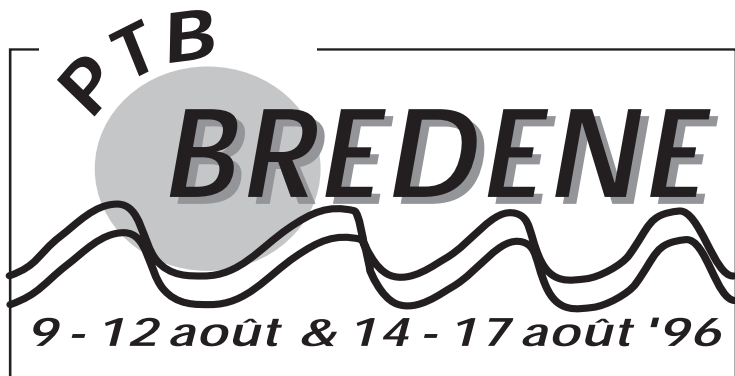
Tél : Age : _____

Hobbies : _____

s'inscrit à l'université marxiste d'été pour jeunes "Une seule solution, c'est la révolution", du 29 juin au 3 juillet. Pendant 4 jours, étude, détente, sport et action ! Nouveau : les ateliers "école de lutte". Tu apprendras à diriger une manif, réaliser un calicot... pour démarer à plein tube l'année prochaine !

s'inscrit au camp créa, du 9 au 12 août et / ou du 14 au 17 août. Deux fois quatre jours à la mer, pendant les journées de rencontre du PTB. Tu aimes la musique, la poésie, le théâtre ? Tu es antiraciste ? Dégoûté par la répression ? Tu veux t'engager pour une autre société ? Dis-le par un poème, une peinture ou une chanson. On t'attend au camp-créa !

s'inscrit à la formation de moniteurs du 26 au 31 août. Chaque semaine, des activités de Rebelle ont lieu dans toute la Belgique. Il faut les organiser. Comment à la fois rester communiste, donner un contenu aux activités tout en leur donnant un caractère cool ? Tu veux devenir animateur de Rebelle ? Ou simplement apprendre les techniques ? Une seule condition : avoir au moins 17 ans ou être en cinquième.



Portes ouvertes du PTB à Bredene

Voulez-vous en savoir plus sur ces militants du PTB qui continuent à défendre, à contre-courant, le communisme et Staline ? Pourquoi le PTB s'en prend tellement au PS ?

C'est possible à Bredene : à la mer, entre sport et détente, en compagnie de camarades de tous les coins du pays et d'ailleurs, vous passerez quelques délicieux jours de vacances.

Monika Zorn accuse

L'Allemagne détruit la mémoire de la résistance au fascisme

Avec des dizaines de photos, de diapos, des exemples et des chiffres, l'écrivain est-allemande Monika Zorn fait un récit amer sur la façon dont les victimes d'Hitler sont assassinées une seconde fois.

Frans Demaegh

Dans sa lutte contre l'ancienne République Démocratique Allemande (RDA), l'Allemagne réunifiée combat systématiquement le souvenir de la lutte antifasciste sous le Troisième Reich. C'est une nécessité pour faire progresser l'idée de la "Grande Allemagne" et du "Quatrième Reich". L'antifascisme était un des fondements de l'ex-RDA. Sous le socialisme, des efforts immenses ont été déployés pour combattre le fascisme, le nationalisme et le racisme. Les camps de concentration des nazis ont été transformés en mausolées pour montrer, surtout aux jeunes, ce que le nazisme a réellement été et en expliquer l'origine : le grand capital allemand. En hommage à ceux qui ont sacrifié leur vie contre le fascisme, des milliers de rues et de places de RDA portaient les

noms de victimes du nazisme.

Aujourd'hui, l'Allemagne unifiée effectue le grand nettoyage. Des dizaines de lieux de commémoration sont détruits. Ravensbrück (le plus grand camp de concentration pour femmes) et Sachsenhausen, ont été rénovés : l'éducation antifasciste a fait place à l'anticommunisme. Toute référence au lien entre fascisme et grand capital a été effacée. A travers toutes les expositions "rénovées", court un fil noir : le communisme est pire que le fascisme, les communistes étaient les hommes de main de la Gestapo dans les camps, les camps où étaient emprisonnés les nazis après la guerre étaient pires que les camps nazis.

Les autorités allemandes renommement systématiquement les rues, les places et les établissements. L'élimination de ces noms doit servir à répandre l'idée que les



Dans le camp de concentration de Buchenwald, on trouve des livres sur... les "camps spéciaux", dans lesquels les nazis ont été emprisonnés après la guerre. Le gouvernement de Bonn compare la condamnation des criminels de guerre par les communistes à la terreur nazie.

antifascistes étaient des "traîtres à la patrie".

Monika Zorn, qui vit en ex-RDA, viendra à Bredene le dimanche 10

et le jeudi 15 août. Ceux qui souhaitent déjà s'informer peuvent lire le compte rendu de son livre ("Les victimes d'Hitler assas-

sinées une deuxième fois") dans le n° 26 d'Études Marxistes (rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, 02/513.66.26).

Bredene, en pratique

Quand ?

— du vendredi 9 août (16 heures) au lundi 12 août (19 heures)
— du mercredi 14 août (16 heures) au samedi 19 août (19 heures).

Au programme : conférences, ateliers, visites, animations, films, sport... Infos : consultez notre dépliant "Bredene 96".

Où ? Domaine de Blutsyde, Koerslaan 61, 8401 Bredene.

Combien ?

Adultes : 800 F par jour, 2.600 F pour 4 jours. Jeunes (13 à 18 ans) : 640 F par jour, 2.080 F pour 4 jours. Enfants (3 à 12 ans) : 480 F par jour, 1.560 F pour 4 jours. Enfants de moins de 3 ans : gratuit
Draps à louer pour 100 F par jour.

Si vous vous inscrivez avant le 1er juillet et que vous payez un acompte de 1.000 F par personne inscrite, vous bénéficierez d'une réduction de 10 %.

Offre spéciale : 9 jours en pension complète pour 5.600 F.

Renvoyez ce bon à "Bredene 96", Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Toute information: 02/513.77.60

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et commune :

Tél :

Je désire recevoir le dépliant d'information sur "Bredene 96"

Je m'inscris pour les deux périodes

du à h. au à h.

Je viens avec personnes.

Je verse un acompte de F (1.000 F par personne) sur le compte 001-1071002-04 de l'ASBL

Dienen avec la mention "Bredene 96"

Vidéo : faites votre choix

Cinquante films progressistes en permanence

Ceux qui aiment les films progressistes seront aux anges à Bredene. Notre vidéothèque leur proposera plus de cinquante vidéos du monde entier. Aperçu : "Les insoumis", de Lino Borca sur la résistance aux Philippines; "Norman Bethune", la vie d'un médecin canadien qui rejoint l'Armée rouge en Chine pendant la guerre

antijaponaise; "La guerre souterraine" ou comment les paysans chinois empoisonnent la vie des occupants japonais; "Spartacus", le soulèvement des esclaves dans la Rome antique, "1900" (1 et 2) ou la lutte de classes en Italie, "Les Rouges" ("Reds") ou comment des progressistes américains voient la révolution d'Octobre; "Sous le

feu", la révolution au Nicaragua; "L'Orchestre Rouge", l'espionnage communiste contre l'Allemagne hitlérienne; "Les Temps Modernes" et "L'immigré" de Charlie Chaplin; "Cantique des pierres" ou le début de l'Intifadah; "Le Guépard", révolution et contre-révolution en Italie; "Les raisins de la colère"... et bien d'autres films.

80.000 F pour la maison de Charleroi

En réponse à l'appel au soutien financier pour la nouvelle maison médicale de Charleroi*, un militant du PTB du Hainaut nous a contacté. «J'ai 80.000 F au-delà de ma réserve minimale, pour les coups durs, en cas de grève ou accident grave... Je préfère les prêter au parti, et sans intérêts. Souvent, je suis révolté en voyant les sans-abri,

les travailleurs qui perdent leur emploi, tant de gens qui ne s'en sortent pas. Je ne résoudrais rien en distribuant les 80.000 F. Mais je ne veux pas garder cet argent pour moi, sans plus. Par la maison, j'ai l'occasion de les prêter au parti. Tant que je n'en ai pas besoin, mes quelques milliers serviront à renforcer le parti dans les luttes contre le chômage et pour

une autre société, plutôt que de participer à renflouer la banque.»

Voulez-vous aussi verser votre contribution ? Faites-le sur le compte 001-2455676-03, asbl MPLP National, Groenplein 19, 9060 Zelzate.

* Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071/47.64.96)

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Journaliste algérien communiste

Je suis un journaliste algérien exilé en France, ancien militant du Parti de l'Avant Garde Socialiste (PAGS), ayant rompu avec lui quand il est devenu l'association "Ettahadi" et a abandonné la ligne marxiste-léniniste. Je suis maintenant proche du PADS, Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme. J'ai lu vos derniers numéros de Solidaire que m'a prêtés un ami communiste. Je me sens concerné par les luttes menées par le PTB et Solidaire, par les luttes ouvrières et syndicales, des jeunes et des étrangers résidant en Belgique. Et même si je ne suis pas avec vous au quotidien, je vous soutiens de toute la force de mes convictions. Mon plus grand regret est de ne pouvoir m'abonner à votre journal du fait que je n'ai pas de revenus mais je vais le faire connaître autour de moi. Ce que je peux, sans hésitation, c'est me mettre à votre entière disposition pour envoyer au journal des articles sur les luttes menées en France contre le racisme et la xénophobie et pour la démocratie en Algérie. Des amis ont monté un petit journal autour de ces axes à Paris. Je suis en contact avec eux. Par ailleurs, je travaille actuellement sur la montée de l'intégrisme islamiste en Europe et je sais qu'il est implanté dans certaines sphères de l'émigration en Belgique, mais je manque énormément d'informations fiables sur ce sujet. Je vous prie d'avoir l'amabilité de me faire transmettre toute coupure de presse et documentation sur ce sujet ou de me mettre en contact avec un camarade qui s'y intéresserait.

M. R.
France

Les pensions en 40èmes

Le point de vue défendu par le rédacteur en chef Yves Desmet du journal De Morgen sous le titre "Après nous, le déluge" est d'une brutalité et d'une arrogance sidérantes. Il s'agit d'une attaque directe contre le syndicaliste wallon Urbain Destrée, qui exige d'une manière conséquente que les pensions soient calculées en quarantièmes, tant pour les hommes que pour les femmes. Si on veut éliminer une discrimination, comme l'Europe l'exige, il faut que l'égalisation se fasse vers le haut, considère Destrée. L'éditorialiste du journal "progressiste", qui se présentait d'antan comme "le journal qui ose", considère cette revendication comme absurde et impayable. Impayable ? Et les centaines de milliards que ce pays refuse systématiquement de prélever par l'application d'un impôt plus juste sur les superbénéficiaires des banques et des grandes entreprises comme Electabel, la G-Banque, Solvay, Petrofina, la Royale Belge, pour n'en citer que quelques-unes. Monsieur Desmet semble aussi ignorer que grâce à la suppression du secret bancaire et l'établissement d'un cadastre des fortunes, un impôt unique ou annuel sur les fortunes, comme ailleurs en Europe, rapporterait au moins 100 milliards par an. Et ignore-t-il que dans ce petit pays, on fraude annuellement pour un montant de 400 à 500 milliards ? Et combien rapporterait un petit impôt de 0,5 % sur les spéculations boursières journalières ? Que sait-il en fait, Monsieur Yves Desmet ?

**Eric Gryp, sénateur
Gand**

PS au flou !

Discutant ce midi avec un ami, j'ai décidé de vous écrire. Je trouve votre dossier sur le PS (discours 1er mai) très intéressant. J'ai lu dans Le Soir que le chef du groupe PS à la Chambre, Cl. Eer-

dekens, dit : «Pouvoirs spéciaux ou pas, on s'en fout. Rester au pouvoir, voilà qui est nécessaire». Et Ph. Moureaux répond derechef : «On lui coupe les couilles et il est content», je me pose certaines questions qui rejoignent votre dossier sur le PS. Si, comme dit Philippe Moureaux, «le Parti Socialiste doit plus nettement marquer sa volonté d'être porteur des intérêts des exploités de la société capitaliste(...)»; la gauche doit rester la gauche», qu'attend-il ?

Vous écrivez page 11 : «La social-démocratie s'insurge contre l'Etat-Providence, elle critique l'"égoïsme" des travailleurs et leur prêche une "solidarité dans la misère". Bref, elle affirme que l'Etat doit moins déboursier pour tout ce qui concerne le bien-être du peuple : enseignement, santé, Sécurité sociale, culture, sport». Je lis dans Le Soir de ce 29 mai que dans les lois-cadres, «on promet de préserver, voire améliorer le niveau de vie des personnes exclusivement tributaires des allocations sociales les plus basses»... Veinards va ! Les minimes vont avoir une augmentation ! Et qui aura aussi "sa petite part du gâteau" européen ? Les patrons ! Ils paieront moins de taxes et... on continuera à étudier le projet Di Rupo de réduction du taux moyen de cotisations pour les entreprises créant de l'embauche.

Ce qui est triste dans tout cela c'est que les ministres PS se font entendre mais ils sont malheureusement sourds !

Je pensais que la "force de la démocratie" réside dans le dialogue entre les "politiques" et l'électeur. Ces ministres n'oublient quand même pas que c'est la "population" qui les a élus.

Quand les électeurs demandent une école publique de qualité, qui a donc un budget décent, c'est pour continuer à défendre la démocratie !

Quand la classe laborieuse demande un accès aux soins de santé, c'est toujours pour défendre cette démocratie.

Quand le PTB dénonce les privatisations, les bénéfices du sacro-saint capital, c'est aussi pour défendre la démocratie.

Par contre, quand les caisses sont "vides" pour : l'enseignement, les transports, la Poste et les Communications, la médecine préventive, les soins de santé, la recherche, les pensions, la culture, les sports, alors c'est contre la démocratie ! C'est plus facile de "diriger" un pays d'ignares non ? Faut-il encore qu'ils soient en bonne santé et là, pas de chance ! En supprimant certains examens de dépistage (radio du thorax, cuti réaction...) la tuberculose a fait sa

ré-apparition. J'oubliais, "nos ministres" ne nous oublient pas complètement, ils nous "protègent"... Vous avez vu le budget pour les "Contrats de Sécurité"; il est à la hausse lui ! A propos, cela coûte combien une démocratie ? Ah ! Cela n'a pas de prix ! Mais alors, c'est cher ?! Oh oui ! Et rare ! Et combien cela rapporte ? Paf ! Capitaliste, va !

**Francine
Bruxelles**

A la mémoire de Sean Gervasi

La cause de la paix vient de perdre un grand défenseur.

Le professeur américain Sean Gervasi avait travaillé inlassablement ces dernières années pour révéler les véritables causes de la guerre en Yougoslavie, pour faire prendre conscience des ingérences agressives de l'Allemagne et des Etats-Unis. Et des menaces qu'elles représentaient pour la paix.



Sean s'était fait de nombreux amis en Belgique. Tous admiraient la clarté de ses exposés, la précision de ses démonstrations. Et aussi sa gentillesse extrême. Nous l'avions entendu débattre de la Yougoslavie au 1er Mai 1993 du PTB, dans une conférence du Centre International en 1994 et enfin au colloque international organisé en mars 1995 par le Centre de Sociologie Politique de l'ULB, l'Institut Supérieur des Arts du Spectacle et le Groupe de Travail Yougoslavie. Son exposé magistral sur la stratégie des Etats-Unis avait marqué les débats*.

Ses proches nous ont dit aussi à quel point il avait apprécié l'activité révolutionnaire du Parti du Travail de Belgique. Elle lui était apparue comme un rayon d'espoir pour faire advenir "ce futur auquel nous aspirons tous".

Dénoncer l'impérialisme américain aux Etats-Unis même exige beaucoup de courage. Sean en avait énormément et continuait son oeuvre malgré les attaques et les pressions. Sa santé défaillante ne l'empêchait pas de courir le monde à la recherche des informations nécessaires au livre qu'il préparait. Après un dernier voyage très fatigant, c'est à Belgrade qu'il est mort. Tout un symbole car il a beaucoup fait pour la cause des peuples de Yougoslavie. En luttant pour la paix et l'indépendance des peuples, nous gardons un souvenir ému de son aide précieuse. (Michel Collon)

* Enregistrements vidéo disponibles à Vidéo-Projet, tél 02 / 513. 77. 60. Fax 02 / 513. 98. 31.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondermaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1141

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Augmenter la production, solution pour l'emploi ?

Avec l'introduction des nouveaux modèles, de la sous-traitance et d'une nouvelle organisation, 1.000 emplois sont menacés. (Communication de la direction aux délégations syndicales, 5 juin 1996).

La direction parle de compenser ces départs par l'augmentation de la production, mais à quel prix ! Il y aurait quand même 300 emplois qui seraient perdus par départs "volontaires".

Dans le document, la direction affirme que l'augmentation de la production «doit être considérée comme une "récompense" qui sera octroyée automatiquement si les autres pistes (d'économies) sont réalisées» ! Ainsi, le patron lie l'augmentation de la production (et donc, pour lui, le "sauvetage" de certains emplois), à la réalisation de tout son plan. On ne peut pas entrer dans cette logique même si, comme l'affirment certains syndicalistes, on veut "limiter les dégâts". Car cette logique est dangereuse pour au moins deux raisons.

D'abord, elle fait dépendre directement l'emploi de la demande fluctuante du marché. Ensuite, augmenter la production ne fera qu'aggraver la crise : plus de voitures mais de moins en moins d'acheteurs.

Bref, on pourrait avoir une production en plus (mais ce n'est même pas sûr), en se crevant et en luttant au côté de son patron pour «gagner des parts de marché». Mais ce serait au détriment des emplois des travailleurs des autres usines automobiles du pays comme Volvo, Renault, Opel ou Ford.

Tous ces sacrifices sont demandés alors qu'en Belgique, Volkswagen a réalisé plus de 30 milliards de bénéfices cumulés en dix ans, de 1985 à 1994. Même pendant l'année de crise 1993, que les patrons qualifient d'année noire, Volkswagen Bruxelles a réalisé 2,27 milliards de bénéfices. Et son centre de coordination, 4,175 milliards.

Programme de revendications du Parti du Travail

Le programme suivant a été diffusé aux travailleurs de VW.

«Nous aussi, nous devons avoir nos 5 objectifs :

1. Pas de flexibilité. Aucun travail du samedi. Pas d'extension du travail de nuit : non aux trois équipes égales.
2. La qualité pour nous, c'est la qualité de nos conditions de travail : baisse du rythme, plus de pauses et des postes adaptés pour les plus âgés. Pas de chasse aux malades.
3. Maintien des 5.800 emplois. Pas de sous-traitance, y compris avec l'introduction des nouveaux modèles. Ne lions pas le maintien de notre emploi à l'augmentation de la production : si le patron se plante, qu'il paie lui-même, nous ne sommes pas responsables de sa crise.
4. Pas de management participatif. Assemblées générales d'informations sur les plans du patron.
5. Augmentation des salaires. Pas de norme salariale. Un seul front pour rejeter les plans des patrons et les plans gouvernementaux : pour les 32 h sans perte de salaire et pour chercher l'argent chez les patrons et banquiers !

S'opposer au plan d'avenir, c'est s'opposer aussi au *Masterplan* de VW.»

Ce que le patron de VW cache aux travailleurs...

...mais raconte à une réunion de cadres

Un vent favorable nous amène le texte de préparation d'une réunion des cadres de VW, tenue voici un an. Que faisait Ackermans, patron de VW-Bruxelles, les 29 et 30 juin 95, à Knokke, à l'hôtel La Réserve ?

David Pestieau

C'est dans un hôtel super chic de la côte que les grandes lignes de l'actuel plan d'entreprise, le *Masterplan*, ont été discutées par la direction. Le document de préparation est doublement intéressant : il révèle le double langage du patron de cet usine automobile et démontre que le Plan d'avenir gouvernemental soutient les plans patronaux.

Le but de la direction est clair : «Être l'usine la plus flexible du groupe VW.» Elle parle alors de l'«usine qui respire» : travailler selon la demande. Elle veut ainsi introduire le travail du samedi, une équipe de nuit complète, revoir les congés annuels. «Les conditions de travail sont pires qu'au moment où on a commencé la grève en 1994, déclare un ouvrier. Il y a trop peu d'hommes. Les 130 stagiaires à engager, ce n'est pas assez et en plus on les enlèvera dès que la demande baissera un peu. Il faut des embauches fixes.» Bref, c'est plutôt l'usine où l'ouvrier étouffe !

Pourquoi la direction parle tant de "qualité" ? Pour «satisfaire les clients» ? Non. D'abord, dit le texte de la direction, «il est plus facile de motiver les hommes sur la qualité que sur la productivité pure» ! Ensuite, la direction parle de «qualité du premier coup» : l'ouvrier doit tout contrôler lui-même. Il n'a plus droit à l'erreur. Cette «qualité du premier coup» menace ainsi tous les retoucheurs et les contrôleurs. Ainsi, certains ateliers pourraient voir leurs effectifs diminuer de 50 % (le bâtiment G).

La "qualité" pour les patrons, c'est produire plus vite avec moins d'hommes, c'est attaquer la qualité des conditions de travail pour les ouvriers.

Pour appuyer son travail pour une meilleure qualité, la direction veut développer le *teamwork*, le management participatif. De plus, elle veut «associer les délégations syndicales à la réalisation de ses objectifs». Elle encourage ainsi la collaboration et attaque tout esprit de résistance. Elle dit vouloir



Quelques extraits du document diffusé à la réunion des cadres de VW en juin 1995.

combattre les «pensées conservatrices des syndicats sur le travail du week-end». En clair, vouloir garder son week-end libre, c'est conservateur, c'est «ne pas évoluer avec son temps», le donner à son patron, c'est le progrès ! Pour l'an 2000, les patrons veulent nous faire revenir au temps de nos grands-parents.

Travail le week-end : combattre les pensées conservatrices des syndicats»

Pour imposer le travail du samedi, le patron utilise aussi la politique du Parti Socialiste, qui dénonce l'égoïsme des ouvriers. Début juin, il a proposé aux syndicats de rattraper la production en travaillant un samedi avant les vacances. En "échange", il aurait engagé trente stagiaires. Aux travailleurs de Cockerill-Sambre, on avait dit «20 F en moins par jour pour cinquante emplois». Ici, c'est une autre forme de solidarité dans la misère : «un samedi contre trente emplois».

Mais cette proposition a été rejeté par la FGTB et la CSC.

La direction de VW déclare : «Le contrôle de la croissance des coûts salariaux par rapport à l'inflation constitue un levier très important pour atteindre les objectifs.» Ce qui signifie que les salaires ne pourront pas augmenter «au-delà de 3,25 % en cinq ans au-delà de l'inflation. Dans le plan interne de VWB, il était prévu une augmentation de 6,5 % en cinq ans au-delà de l'inflation.» Si un ouvrier gagne 400 F de l'heure brut, dans cinq ans, il n'aura pas (en francs constants) plus de 415 F, avec stress et flexibilité en plus.

Comment la direction compte-t-elle atteindre cet objectif ? Les pistes citées sont : «changement dans l'indexation, financement alternatif (glissement des charges sociales vers la TVA), salaires variables liés aux performances». Ce qui est maintenant repris dans le Plan d'avenir du gouvernement : norme salariale sévère, empêchant pratiquement toute augmentation salariale. Grâce au PS et au PSC, Ackermans, big boss de VW, serait encouragé à réduire les coûts salariaux, tandis que les bénéfices de VW Bruxelles (VWB) continuent

d'atteindre des milliards.

La direction affirme aussi aux travailleurs que plus de sous-traitance est inévitable vu l'introduction de nouveaux modèles, que la sous-traitance est une fatalité. D'abord, le document dit : «La sous-traitance est un sujet très sensible socialement, il faut préparer le plan social détaillé relatif à ces objectifs de sous-traitance.» Ensuite, il faut «lier l'introduction de la sous-traitance aux nouveaux modèles pour amortir les chocs» ! Les nouveaux modèles ne sont donc qu'un prétexte.

On peut rejeter les plans patronaux

Tant pour la limitation des salaires que pour la sous-traitance ou la flexibilité, ce document doit permettre : de démasquer les mensonges du patron, de démontrer qu'il n'y a pas de fatalité, qu'on peut rejeter les plans patronaux, avec un bon rapport de forces, sur base d'un programme de revendications clair, de lier la lutte contre les plans patronaux dans les usines à la lutte contre les projets du gouvernement.